

Rouge

1^{er} Mai

La victoire
des diviseurs

P 5/6

M1578 N°1157 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

26 avril au 2 mai 85

Droit de vote pour nos potes



Ils travaillent

Ils vivent ici

Ils doivent décider



**BASQUES
EXTRADES**

**La preuve
par l'arbitraire**

La semaine dernière s'ouvrait en Espagne le procès des trois militants basques extradés par le gouvernement Mitterrand le 26 septembre 1984. On s'en souvient, c'est la première fois qu'un gouvernement français livrait des militants basques à la justice espagnole. On se souvient de l'indignation que cet acte avait soulevé parmi les militants de gauche et plus largement parmi les démocrates en France.

Mitterrand et Fabius avaient alors employé deux arguments pour se justifier. Le premier était que le gouvernement espagnol était aujourd'hui un gouvernement démocratique et avait donc tout naturellement des institutions démocratiques. Le second visait à se prémunir contre ceux qui les accusait à juste titre de prendre la lourde responsabilité de bafouer le droit à l'asile politique que les divers gouverne-

ments avaient jusqu'ici respecté - vis-à-vis de l'Espagne en particulier. Fabius et Roland Dumas, porte-parole de l'Elysée, avaient alors invoqué « la gravité des crimes commis... ». Le dernier n'hésitant pas à affirmer que les trois extradés « avaient du sang sur les mains »...

Manque de bol pour Roland Dumas, mais pas pour José Martinez Beitztegui et José Carlos Garcia Ramirez, les deux premiers basques jugés, ceux-ci ont été acquittés et libérés, lavés ainsi des crimes de sang qu'avaient invoqués les deux gouvernements, le français et l'espagnol pour obtenir leur extradition. Le troisième, Lujumbo Galdeano a eu moins de chance à cette sinistre loterie. Le verdict est pour lui de 54 ans de prison !

Mitterrand en France, devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme et Felipe Gonzales en Espagne, s'étaient empressés, à l'annonce des deux premiers acquittements, de déclarer que c'était bien là la preuve qu'ils avaient eu raison... et que la justice espagnole était bien démocratique. Mais ce retournement hypocrite n'a abusé personne.

N'a pas abusé en tout cas tous les journalistes et observateurs qui ont vu pendant toute la semaine se dérouler trois misérables simulacres de procès. La plupart des journaux en France ont parlé de « justice expéditive et superficielle », ont dénoncé le vide des dossiers... Et qui peut dire sur quoi s'est appuyée l'Audience nationale, le tribunal d'exception espagnol, pour en acquitter deux et condamner le troisième ? Personne sans doute. Car les trois dossiers étaient bien identiques : accuée preuve pour l'accusation, sinon des dénonciations extorquées sous la torture et sur lesquelles leurs auteurs sont revenus lors de l'audience. S'il fallait une preuve de l'arbitraire brutal de cette justice d'exception...

qui s'est constituée en 1981 par la fusion de plusieurs petites organisations progressistes, a obtenu, en 1982, aux élections aux Chambres d'agriculture 80 000 voix (soit 10 % de moyenne dans la soixantaine de départements où elle est présente). Le congrès a approfondi le projet syndical de la CNSTP, qui rompt fondamentalement avec la politique voulue par la FNSEA de François Guillaume et appliquée depuis trente ans par les gouvernements successifs - une politique d'agriculteurs-entrepreneurs qui favorise les « gros » et élimine les « petits ». Pour la CNSTP, il ne faut pas pousser à l'intensification de la production à tout prix : cela conduit à la baisse des revenus des plus faibles ; à la quasi-impossibilité pour les jeunes de s'installer ; à la surproduction généralisée ; au pillage des ressources et des paysanneries du tiers monde. Contre ce « productivisme », la CNSTP propose, en particulier : - de rémunérer le travail paysan en garantissant un prix des produits agricoles jusqu'à une certaine quantité (c'est le quantum), à définir selon les régions (car les rendements sont bien sûr différents) ; - d'établir un véritable statut paysan n'obligeant pas l'agriculteur à capitaliser (terres, matériel, etc.) ; - une agriculture respectueuse des hommes et de l'environnement pour une alimentation de qualité.

Ces idées font leur chemin : elles ont été, par exemple, au cœur des luttes récentes contre la politique de Rocard et de Bruxelles sur le lait et sur le vin. Mais le congrès a constaté que cette audience ne s'était pas encore traduite par un renforcement suffisant de l'organisation. Pour y parvenir, le congrès de Ville-neuve propose : de mettre l'accent sur l'animation syndicale à la base, par la constitution de syndicats locaux ou cantonaux ; de poursuivre la politique d'alliance avec, en particulier le MODEF - où l'influence des thèses agricoles du PCF est dominante - et la FNSP, créée à l'initiative d'une partie du Parti socialiste.

Le projet de la FNSP étant de défendre, lui aussi, le paysan en tant que travailleur, il a été explicitement envisagé d'explorer les possibilités d'aller jusqu'à la fusion. Dans le numéro de mai de Critique communiste paraît un compte rendu plus complet de ce congrès.

**Vu sur FR3
«Vive la guerre»**

Trois larmes versées sur le malheureux shah d'Iran, Reagan intronisé premier des pacifistes, le péril rouge, noir et jaune menaçant de pauvres Européens sans défense, alors vive la militarisation de l'espace... Ainsi, pendant une heure et demie d'un mauvais meeting anticommuniste, l'interprète des « cireurs de souliers de Broadway » a chaussé les bottes du va-t-en guerre et consciencieusement ciré celles de Reagan.

Falsifications historiques, malversations des données chiffrées, insultes aux millions de manifestants se mobilisant pour la paix, incitation directe à la guerre et aux massacres, voilà l'acte d'accusation qu'il faut dresser contre Montand et FR 3 après l'émission « Face à la guerre ».

Lors de son intervention, Hernu, bon élève, a vite compris la leçon de militarisme et d'anticommunisme du professeur Montand nous sussurant, le sourire aux coins des lèvres « c'est la merveilleuse incertitude de la dissuasion nucléaire », après avoir indiqué que la France saurait faire usage du feu nucléaire, y compris si elle n'était pas confrontée à une menace du même ordre.

Mitterrand, élève surdoué de la classe atlantiste, avait la veille décidé l'installation d'une base stratégique à Nouméa, envoyant sur le champ un sous-marin nucléaire d'attaque croiser dans les parages et proposé à ses complices européens le projet Euréka de militarisation de l'espace à la française.

Chevènement veut, lui, faire beugler le chant des Versaillais aux gamins de six ans.

Montand, rassuré, peut dormir sur ses deux oreilles, rêver à des millions d'étoiles truffées d'armes en tous genres, son message a été reçu 5 sur 5 par l'état-major gouvernemental.

Pendant ce temps, aux quatre coins de la planète, des centaines de milliers de gosses crèvent de faim et de maladie, faute de soins appropriés. A qui la faute ? Aux salauds qui, comme Montand et ceux qui gouvernent les Etats impérialistes, jouent avec la vie de millions d'individus au seul profit des trusts capitalistes.

Pour leurs calculs cyniques et meurtriers, ils ne méritent rien d'autre que la haine, celle des opprimés, de la classe ouvrière, des pacifistes. Des nôtres.

**Bernard Clifden
et Jean-Louis Michel**

rencontre des délégations de la LCR et du syndicat des chômeurs du 18 avril. Maurice Pagat a d'autre part accordé une interview à notre journal Rouge qui paraîtra dans notre prochain numéro.

Le 18 avril se sont rencontrées une délégation de la LCR et une délégation de la direction du syndicat des chômeurs de Maurice Pagat.

La discussion a fait apparaître des points de convergence, concernant la nécessité de l'organisation des chômeurs pour lutter contre le dénuement dans lequel les tient le système économique, et l'indifférence dans laquelle les laisse les directions des centrales syndicales. A cet égard, la LCR juge positive l'initiative du syndicat des chômeurs d'organiser le 30 mai une manifestation des chômeurs à Paris. Des points de divergence subsistent. La LCR pense que le remède

au chômage ne réside pas dans un partage des revenus entre salariés actifs et chômeurs, mais dans la lutte unitaire du mouvement ouvrier et de tous les travailleurs, actifs et chômeurs, Français et immigrés, contre le patronat qui impose sa dictature du profit.

Concernant l'organisation des chômeurs, la LCR, si elle considère que l'existence du syndicat de chômeurs ne peut qu'aider la lutte des travailleurs sans emploi, estime que les liens d'un tel syndicat avec le mouvement ouvrier doivent être clarifiés, afin de ne pas opposer une catégorie de travailleurs à d'autres catégories jugées privilégiées.

STRASBOURG

**Mise à sac
du local de
l'UNEF-ID
par les fascistes**

Dans la nuit du 18 au 19 avril, le local du l'UNEF-ID a été visité. Portes fracturées, armoires vidées, une machine à écrire, du papier, des stencils et du matériel de bureau volés. Mais ces « visiteurs du soir » ne sont pas des délinquants ordinaires. Avant de quitter les lieux, ils ont pris soin de signer leur larcin en peignant sur les murs des croix celtiques et des slogans du type « arabes dehors » et « bolchos, vous cassez pas la tête, on s'en charge ».

Cette agression survient au moment où le GUD fait sa réapparition. Les croix celtiques ne laissent aucun doute quant aux auteurs de la mise à sac : le PFN seul revendique encore ce sinistre emblème.

La riposte se met en place : une AG a eu lieu le 19 avril à 14 heures, avec la participation de l'UNEF ID, de l'UNEM et de la LCR. Une seconde AG, plus large, est prévue mercredi prochain. Une pétition circule et une plainte contre X a été déposée.

PAYSANS

**Les paysans
travailleurs
ont tenu
leur congrès**

Le III^e congrès de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP) s'est tenu les 10 et 11 avril à Villeneuve-sur-Lot. La CNSTP,

CHÔMEURS

**Rencontre entre
la LCR et
le syndicat
des chômeurs**

Le communiqué ci-dessous a été adressé à la presse après la

PROPORTIONNELLE

**Premier bilan
de la campagne**

Au moment où s'ouvre au Parlement le débat sur la proportionnelle, on peut dresser un premier bilan de la campagne de pétitions lancée par le Comité national pour la proportionnelle intégrale. Les résultats sont très inégaux et dépendent en grande partie de l'activité des militants des différentes organisations politiques concernées. Partout où un véritable travail unitaire a été entrepris, les résultats sont très significatifs. Dans plusieurs régions, des centaines de signatures ont été recueillies. Des dizaines d'élus PC, PSU, PS, UDB ont signé le texte. Citons, par exemple, un collectif d'une centaine de personnalités et d'élus, dont un député du PC, en Dordogne. Dans le Languedoc-Roussillon, c'est aussi une centaine de personnalités, dont des enseignants, des syndicalistes viticoles, des responsables du mouvement occitan, des artistes, le député européen Maffre-Baugé. Citons encore les régions de Quimper, Nantes, Louviers, Clermont-Ferrand, l'Essonne, le

Nord, la Seine-Saint-Denis, etc.

Par ailleurs, le comité national a demandé à rencontrer Fabius qui a répondu qu'il était très occupé et qu'il valait mieux s'adresser au ministre de l'Intérieur. Enfin, des demandes de rencontre ont été faites aux groupes parlementaires PC et PS. Mercredi 24 avril, une première entrevue a eu lieu avec le groupe communiste représenté par son président, Guy Ducoloné. La délégation du comité était composée de Guattari, Bauby du PCML, Mabilla du PSU, Krivine de la LCR, et Lewish de l'institut Gramsci ; le délégué des Verts s'était fait excuser. Guy Ducoloné a fait part de tous les amendements que son groupe allait proposer pour se rapprocher d'une véritable proportionnelle, supprimer la barre des 5 % et permettre le remboursement des frais pour toutes les listes. Le groupe socialiste, quant à lui, n'a pas encore fixé de date de rencontre.

G. V.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Mitterrand, à la tribune du congrès de la Ligue des droits de l'homme.

Droit de vote pour les immigrés !

La revendication du droit de vote pour les immigrés refait surface de manière éclatante dans les médias à la suite des déclarations de Mitterrand au congrès de la Ligue des droits de l'homme.

Dans le climat de montée du racisme qui domine la vie politique depuis plus de trois ans maintenant, nul doute que la flambée de l'antiracisme, symbolisée par le badge « Touche pas à mon pote », est pour quelque chose dans cette prise de position du président de la République au congrès de la Ligue des droits de l'homme.

Tous ceux qui, depuis des années, se battent pour l'égalité des droits, ceux de la marche des Beurs en 1983, de la montée de Convergence 84, se féliciteront que ce mot d'ordre légitime, devenu pour les jeunes immigrés le symbole d'une volonté réelle de mettre un coup d'arrêt au racisme, à ses mensonges et à ses crimes, revienne en débat.

En effet, le droit de vote pour les immigrés, c'est la mesure la plus puissante de reconnaissance des droits de travailleurs qui, depuis des décennies, n'ont eu que des « devoirs » et comme seul droit celui de se taire.

Une proposition enterrée

Le droit de vote pour les immigrés aux élections locales était l'une des 110 propositions du candidat Mitterrand. La gauche y renonça sous la pression d'une campagne

violente de la droite. On en connaît aujourd'hui les conséquences ; le ton de la campagne municipale de 1983 et les débuts de la montée de l'extrême droite. Toutes sortes d'arguments avaient été avancés à l'époque : par la droite qui menaçait d'en faire une affaire d'Etat, par la gauche pour justifier son reniement.

La droite n'a jamais fait dans la dentelle en la matière et ses réactions immédiates après les déclarations de Mitterrand le week-end dernier reprennent à peu près les mêmes idées : l'opinion ne le supporterait pas, les Français ne peuvent admettre que leurs communes soient administrées avec le poids des votes des étrangers (UDF), l'indépendance nationale s'en trouverait gravement affectée (Le Pen) ou encore : c'est contraire à la Constitution, cela renforcera l'extrême droite, etc. La gauche n'avait guère fait mieux en 1982. Mais entre-temps, on a pu mesurer les conséquences de ce choix.

Après Joxe en 1984, Mitterrand à son tour remet sur le tapis cette revendication sans toutefois faire la moindre proposition d'application immédiate, soulignant au contraire les difficultés auxquelles se heurterait une telle mesure : l'opinion n'est pas prête et il y a un problème constitutionnel.

Quant au PCF, l'initiative présidentielle, venant après le développement d'un large

courant antiraciste, l'a apparemment embarrassé. Son secrétaire général a dû, le 23 avril, se prononcer pour le droit de vote des immigrés, alors qu'il demeurait jusqu'alors hostile à cette mesure.

Une revendication centrale

Les associations de travailleurs immigrés (regroupés dans le CAIF), les associations de jeunes immigrés, et l'énorme majorité des travailleurs immigrés sont depuis longtemps pour le droit de vote.

Ils se sont même mobilisés à plusieurs reprises autour de cette revendication : lors de l'initiative de *Sans frontière* (journal de l'immigration) en mars 1983, avec l'organisation d'un vote parallèle des immigrés aux élections municipales ; lors de la marche des Beurs en décembre 1983, où le mot d'ordre était massivement repris lors du discours de Georgina Dufoix ; au travers de la campagne européenne où l'égalité des droits et le droit de vote étaient réclamés pour tous les pays (le droit de vote existe déjà pour les élections locales en Suède et au Danemark).

Les jeunes Beurs ont été au centre de la mobilisation de tous les immigrés en faveur du droit de vote autour d'un thème simple : notre place et notre avenir sont ici, en France ; ne laissons pas les autres parler à notre place, nous devons avoir le droit de nous exprimer politiquement, de voter.

Avec l'échéance de 1986, il est clair que cette revendication devient centrale, face à la montée du racisme, pour imposer le droit d'expression des immigrés.

Nous avons toujours défendu le droit de

vote pour les immigrés. L'absence de droits qui frappe une population à majorité ouvrière écrasante, confinée dans les travaux les plus durs, sous-payée, mal logée, et aujourd'hui victime de la haine raciale, prive de fait une partie importante de la classe ouvrière de son droit d'expression politique.

Démontrer la volonté d'égalité

Au-delà, ce fait matériel et juridique entretient l'idée que les immigrés sont là provisoirement, parce qu'on a bien voulu les accueillir, mais que ce sont fondamentalement des étrangers, ayant des devoirs, payant leurs impôts, travaillant chez nous mais rejetés de toute insertion sociale et politique.

Ce n'est pas une question abstraite : nombre de situations évolueraient, notamment dans les communes, en faveur des immigrés s'ils devenaient électeurs. La question des quotas serait brusquement relativisée dans les propos des candidats et la politique menée par les gouvernements en matière d'immigration ne serait pas la même si elle pouvait être sanctionnée par les intéressés.

Pour ces deux raisons — signifier concrètement l'égalité, c'est-à-dire la suppression des « différences de droits » entre population immigrée et française ; favoriser les mesures en faveur de leur insertion —, le droit de vote est une question centrale. On comprend alors que la droite hurle au loup et que la gauche tergiverse sans prendre réellement les moyens de la mettre en œuvre. Il est temps que s'engage, avant 1986, une vaste campagne en faveur du droit de vote pour les immigrés !

Hélène Viken

TOUCHE PAS A MON POTE

Vers un 15 juin antiraciste

Le 23 avril, SOS-Racisme tenait sa troisième conférence de presse sous la présidence de Harlem Désir, entouré de nombreuses personnalités qui parrainent l'association depuis ses débuts. L'objectif de cette conférence était le lancement du grand rassemblement fête de SOS-Racisme qui se tiendra le 15 juin à Paris, place de la Concorde.

l'opposition contre le droit de vote, Harlem Désir a alors fait allusion aux propos de Simone Veil (sans la nommer), en regrettant que des personnalités qui les avaient soutenus aient jugé bon de faire une différence entre « les bons immigrés d'en deçà de la Méditerranée » et « les mauvais immigrés d'au-delà de la Méditerranée ». « Nous ne pouvons pas penser qu'on peut être antiraciste et refuser une telle mesure », a-t-il conclu, ajoutant : « Quant à l'opinion, elle peut changer, la preuve : nos

« Pour une fois, nous ne vous réunissons pas à propos d'un crime raciste de plus, mais pour préparer une fête, la fête de l'antiracisme, de l'affirmation de la richesse du mélange des musiques et des cultures », annonçait Harlem Désir dès le début de la conférence de presse du 23 avril. Ce rassemblement, prévu initialement le 27 mai à Paris, prendra finalement, sous l'impact du succès énorme du mouvement, un caractère beaucoup plus important et plus massif.

Remplir la place de la Concorde pour un concert gratuit où seront présents Coluche, Guy Bedos, Renaud, Bernard Lavilliers, Karim Kacel, Carte de séjour, etc., c'est un pari que les organisateurs de SOS-Racisme sont sûrs de gagner.

De nombreux concerts du même type sont organisés en province courant mai, démontrant la réalité d'un mouvement qui s'étend tous les jours et se structure.

Au-delà, SOS a déjà établi des contacts en Belgique et en Suisse, organise un concert à Bruxelles, met en place un bureau international de SOS pour aller rencontrer la jeunesse de tous les autres pays.



« Droit de vote pour nos potes »

La question du droit de vote pour les immigrés vint très vite sur le tapis compte tenu des récentes déclarations de François Mitterrand.

« A ma connaissance, tous les adhérents de SOS-Racisme sont pour le droit de vote ! », déclare alors Harlem Désir. « Ceux qui habitent, travaillent, payent leurs impôts comme nous, doivent avoir le droit de peser dans les décisions politiques locales qui les concernent ! Et puis, c'est un élément fondamental de reconnaissance des communautés immigrées comme partie prenante de la société. Enfin, une telle mesure serait un facteur d'apaise-

ment : on ne traite pas de la même manière les électeurs et les non-électeurs. »

Harlem Désir devait préciser cependant que le droit de vote ne devait pas être considéré comme un mythe réglant d'un coup le racisme, que nombre de jeunes ayant déjà le droit de vote, tels que les jeunes harkis, antillais ou beurs de la deuxième génération étaient quand même victimes du racisme de même que les juifs.

SOS se propose à ce sujet de rencontrer les associations d'immigrés et de jeunes immigrés pour prendre en compte le point de vue des intéressés quant à cette question.

Interrogé sur les prises de position de

grands-pères étaient contre le vote de nos grands-mères, nos pères contre le nôtre à dix-huit ans ; nous ne voulons pas avoir un métro de retard, nous voulons le droit de vote pour nos potes ! »

L'impact de SOS-Racisme, son début de structuration nationale et locale au travers de comités « Stop racisme », ses prises de position actuelles, la préparation du rassemblement de juin, confirment l'extension du mouvement antiraciste et les immenses possibilités qui se dessinent de mettre un coup d'arrêt à la montée du racisme comme d'une avancée décisive pour l'égalité des droits.

Hélène Viken

Contre-propagande des fascistes à Gambetta, dans le 20^e arrondissement de Paris. Cette affiche a un nom : incitation à la haine raciale et aux crimes racistes.



Un dossier immigration

● Un numéro de la revue Travail consacré à l'immigration 60 F.

A lire, le numéro 7 de la revue Travail ! Pour quelques-uns de ses articles, hors du dossier central : un reportage « Loin de Paris », témoignage sur une usine mozambicaine au nord de Maputo, une enquête sur la façon dont les tailleurs de pierre maîtrisent, dans leur métier, les problèmes de sécurité. A lire aussi pour son dossier sur l'immigration, particulièrement d'actualité.

Celui-ci comporte des statistiques commentées, une analyse des rapports entre l'école et les migrants, mais aussi une présentation du théâtre réalisé par les troupes de travailleurs et de jeunes immigrés. Il faut signaler deux autres études : une sur la communauté portugaise en France, une sur « l'immigré, l'Etat, le droit ». Deux articles sont consacrés aux suites de la lutte de Talbot : « Un premier bilan de la formation des licenciés » et « La triste destinée d'un rapport », consacré aux réflexions présentées par J.-J. Dupeyroux.

Riche numéro, devant lequel nous n'avons qu'un seul regret à formuler : ne pas l'avoir signalé plus tôt à l'attention de nos lecteurs.

P. R.

Au service d'une lutte

● Un numéro de la revue les Temps modernes consacré à la Nouvelle-Calédonie

Dans le cadre de ses publications thématiques, la revue les Temps modernes a sorti en mars un numéro consacré presque exclusivement à la Nouvelle-Calédonie. Il s'agit là d'un outil extrêmement riche pour tous ceux qui veulent connaître les différents aspects de la lutte pour l'indépendance du peuple kanak.

On trouvera, notamment au début, une des interviews les plus approfondies de Jean-Marie Tjibaou, où le président du gouvernement provisoire de Kanaky n'hésite pas à aborder toutes les questions décisives de la lutte : son interprétation du mot « socialisme » accolé à la revendication d'indépendance, la place de la tradition dans l'avenir de la Kanaky : « Le retour à la tradition, c'est un mythe. La recherche d'une identité, le modèle, il est devant soi, jamais en arrière, c'est une reformulation permanente. » Suivent ensuite un article de Bernard Vienne sur les différents moments de radicalisation de l'Union calédonienne, une étude de Patrick Pillon sur « l'opération café » qui fourmille de données sur l'économie de l'île, un article d'Alain Saussol qui aborde le problème crucial de la terre et explique le pourquoi des échecs des différentes réformes foncières. Ensuite vient une longue étude de Jean-Marie Kohler et Loïc J.-D. Wacquant sur la question scolaire complétée par un article de J.-C. Rivière sur « la colonisation et les langues ». Personne ne peut en effet ignorer le problème que pose l'existence de vingt-huit langues en Kanaky.

Enfin, on retiendra l'article particulièrement intéressant d'Alban Bensa qui traite des spécificités de la société kanake et de son organisation. Eléments indispensables pour comprendre ce qu'est aujourd'hui le FLNKS. Dans ce même numéro, les militants du Palika en France ont fait une courte contribution sur l'historique de la lutte kanake. Un numéro à se procurer, écrit par des gens compétents.

Georges Villetin



Les moyens pour sortir de l'impasse

Le 1^{er} Mai, date symbolique, sert, quoi qu'on en pense, de révélateur. Il aurait dû être unitaire. Il ne l'est pas. Mais des forces existent, permettant de préciser les voies et les moyens pour sortir de l'impasse.

Une impasse. L'image résume bien la situation ressentie largement aujourd'hui. Comme on dit, « on est sur la défensive ». Ce qui malheureusement veut dire, pour le moment, qu'en fait on ne parvient même pas à se défendre.

Une échéance ratée

D'où la place que, selon nous, pouvait tenir le 1^{er} Mai 1985. Face à la droite revancharde, contre le racisme, contre les attaques patronales, contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'emploi et le pouvoir d'achat, pour la solidarité internationale... Les objectifs ne manquent pas. Les raisons de s'unir non plus. Ce 1^{er} Mai devait donc être un coup d'arrêt à la division : ras-le-bol de prendre des coups chacun chez soi, réagissons ensemble !

Les directions syndicales n'ont pas voulu faire le moindre pas en faveur de l'unité. Tant celle de la CGT que de la CFDT ou de FO. Chacune cultive son jardin, pendant que le patronat encaisse les profits. Et avec toutes les chances d'écoeurer davantage les travailleurs.

Comment avancer ?

Nous voici au pied du mur : préciser les perspectives, démontrer que notre volonté unitaire a des chances de se réaliser, et comment elle le peut.

Tout d'abord, un premier constat : l'unité d'action, quels que soient les désaccords entre organisations, s'impose souvent dans les entreprises pour défendre l'emploi, ou face à la répression antisyndicale. Elle s'était réalisée aussi, le 25 octobre dernier, pour la défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires... Nous sommes loin, cependant, d'oublier les limites de ces réactions unitaires : luttes isolées, morcelées, et journées d'action sans lendemain ne créent pas un cadre de mobilisation. Ce n'est pas pour rien que le nombre de jours perdus pour fait de grève est l'un des plus bas depuis 1968 et même depuis 1945. Ce n'est pas sans raisons que de nombreux travailleurs critiquent les syndicats et cessent de cotiser.

Un deuxième constat, en même temps, s'impose : des forces militantes, nettement plus larges que les organisations révolutionnaires, veulent construire la mobilisa-

tion. Elles sont visibles à la CFDT (sous la forme de l'opposition qui se regroupe dans la préparation du congrès confédéral), mais aussi, plus largement encore, dans les nombreuses régions et départements où des appels à l'unité ont été adressés à la CGT et aux autres organisations. Elles sont présentes, moins visibles, dans la CGT :

des militants conscients ; ils voient les échecs accumulés et veulent que les syndicats, unis, soient une arme pour l'action de masse.

La place du « tous ensemble »

Cependant, un troisième constat s'impose aussitôt : nous sommes bien loin du compte. Ce qu'il faudrait, aujourd'hui ? Ce sont les moyens de surmonter la trahison de l'espoir de mai 1981 en se souvenant des leçons de Mai 68. La même génération a en effet été marquée par une grève générale débouchant sur des succès syndicaux mais

solument démocratique, véritable pouvoir des travailleurs.

Rêve ? Certes pas : c'est le projet à débattre au contraire. Mais cela implique un quatrième constat : c'est dans les combats d'aujourd'hui que doivent s'affirmer les perspectives politiques de demain.

Construire l'unité pour et par l'action

Les militants unitaires ont du pain sur la planche. Pour éviter que les luttes sur l'emploi restent isolées. Pour mobiliser ensemble les chômeurs et les organisations syndicales. Pour faire des trente-cinq heures le mot

des salaires. Quand on sait que plus de 95 % des salariés ont des revenus inférieurs à quatre fois le SMIC, comment accepter les discours de division ? Comment refuser de défendre l'indexation du pouvoir d'achat de ces travailleurs ainsi que des retraités et des chômeurs ?

Du pain sur la planche, encore, pour une activité antiraciste à la hauteur des dangers et des prétentions de la droite et de l'extrême droite.

Ces tâches immédiates, dans la situation difficile d'aujourd'hui, impliquent des discussions larges, publiques. Sur les revendications propres à faire l'unité dans l'action. Sur les formes de mobi-



de nombreux militants ou syndicats voient bien que, sans unité, l'avenir est bouché. Ils le disent dans les discussions internes. Quant à la FEN, on peut y voir comment, pour refuser le morcellement à l'extrême des forces syndicales enseignantes, de très nombreux militants se sont opposés à la scission lancée par FO et le PCI, et s'opposent aujourd'hui à celle voulue par la direction de la CGT.

Ces forces qui veulent l'unité, soulignons-le sans crainte d'être démentis, ne sont pas des « nostalgiques » ou des « archéos ». Ce sont

une défaite politique ; puis par une victoire électorale sans les changements espérés, faute de s'appuyer sur une forte mobilisation ou d'être poussée par elle.

La perspective politique aujourd'hui doit donc comporter deux éléments essentiels. Ils sont indissociables. D'une part, développer les moyens et l'action pour construire la mobilisation ouvrière et populaire d'ampleur, empêchant les patrons de nuire et ne s'en remettant pas entre les mains des partis de gauche. D'autre part, construire une force politique qui ne trahit pas, liant les luttes d'aujourd'hui à un socialisme ré-

d'ordre immédiat commun à tous et à toutes : la solution ouvrière au chômage et aux innovations technologiques qui suppriment des emplois, avec toutes les exigences qui y sont liées à l'encontre des multinationales et plus largement du patronat ; la seule voie pour garantir les droits acquis, rejeter la « flexibilité » au service des patrons, permettre aux travailleurs de profiter des progrès techniques.

Du pain sur la planche aussi pour la défense du pouvoir d'achat. Face à la droite et au patronat qui cherchent à remettre en cause le SMIC après avoir cassé l'indexation

permettant, par l'action, de changer puis inverser le rapport de forces. Elles impliquent aussi de débattre pour unir toutes les forces disponibles à l'approche des législatives de 1986 : afin qu'une voix d'espoir et de lutte unitaire s'y fasse entendre.

Sortir de l'impasse ? Oui, tel doit être aujourd'hui le seul objectif. Objectif réaliste de surcroît : les forces unitaires actuelles, si elles agissent, regrouperont autour d'elles nombre de ceux qui tirent les leçons de la politique des directions ouvrières depuis 1981.

Pierre Rème

1^{er} Mai : triste victoire des diviseurs

Ni à Paris, ni à Lille, ni à Lyon... On pourrait égrèner les noms d'une quinzaine de grandes villes. L'unité pour le 1^{er} Mai, proposée par la CFDT localement, a été refusée par la CGT. Dans les mêmes termes. Ce qui prouve au moins que le télex de la confédération CGT fonctionne bien pour que les mêmes directives et les mêmes arguments parviennent dans de bons délais aux unions départementales.

Cela donne un aspect loufoque aux « arguments » qui « justifient et exigent une ferme volonté de faire la clarté ». On y trouve en effet, en bonne place, « les positions de la CFDT sur la flexibilité ». Qu'importe que les prises de position locales, différentes de celles de la confédération CFDT, aient été diffusées publiquement ! Mieux : les opposants à la confédération CFDT sont souvent traités comme des hypocrites, des gens au double langage. En tout cas, des « sociaux traités » parmi les autres. Ces « arguments », pour décourager les initiatives unitaires, ont parfois même été accompagnés d'affirmations discrètement menaçantes : « Nous ne vous voulons pas à notre manifestation. »

Le choix politique et tactique de la direction de la CGT est donc clair. Elle aurait pu, en effet, réaliser l'unité le 1^{er} Mai dans un très grand nombre de villes importantes et à Paris. Elle aurait pu, sans aucune volonté unitaire réelle, le faire seulement pour gêner la direction de la CFDT. Elle aurait pu le faire pour éviter l'isolement de la CGT. Ou même, bien sûr, pour recréer un minimum de perspectives unitaires. Elle a choisi son isolement et imposé la division.

La démonstration est évidente. Les militants qui veulent l'unité ouvrière ne l'oublieront pas. Dans la situation actuelle, le combat pour l'union devra bousculer, au nom des intérêts des travailleurs et en les prenant à témoin, les activités de division des deux directions confédérales.

J. L. et P. R.

CGT

«Les moyens de la vie» passent-ils par la division ?

« Un 1^{er} Mai de battants. » Ainsi s'intitule l'éditorial de « la Vie ouvrière », signé par le rédacteur en chef du journal de la CGT. D'aucuns auraient voulu qu'il le soit, battant, ce 1^{er} Mai. Mais la CGT appelle à 15 heures à la Bastille, FO au même endroit, mais à 10 heures le matin. Quant à la CFDT, éconduite par la CGT, elle se rassemblera à 10 heures, mais à la porte de Pantin. « Un 1^{er} Mai de battants » avec la seule CGT ?

En pleine campagne de souscription, destinée à lui donner « les moyens de la vie », la CGT pense devoir s'affirmer seule comme la grande confédération intransigeante face à la crise, alors que toutes les autres se couchent devant les exigences patronales.

Une philosophie unitaire sommaire

L'option unitaire de la CGT, inscrite au fronton du 42^e Congrès de novembre, est simple et expéditive. « La CGT rejette résolument toute idée de fatalité de la crise, combat avec vigueur les campagnes poussant au renoncement et à la résignation, dénonce les fausses solutions dans lesquelles on tente d'enfermer les travailleurs (1). » Cette proclamation est-elle vérifiée dans la pratique ? La CGT a-t-elle mérité la confiance des travailleurs au point qu'elle puisse s'en réclamer pour se distinguer à ce point ? A en juger par l'organisation de cette soudaine souscription, destinée, avant les congés payés, à boucler les échéances de la centrale, on peut douter que la confiance irrigue les caisses cégétistes.

La CGT, seule à résister à la crise, du moins le prétend-elle, se distingue de toutes les autres centrales syndicales, qui « acceptent l'idée de la fatalité de la crise et s'affirment chaque jour un peu plus prêtes aux sacrifices, reculs et abandons sur l'autel de la politique de rigueur et de gestion de la crise ». Cette divergence de taille nourrit « donc » la division puisque, selon la CGT, rien de commun ne peut exister entre elle et le reste du monde syndical.

Verdict lapidaire

« Les dirigeants de la CFDT facilitent ou approuvent toutes les mesures allant dans le sens du recul, de la remise en cause, du déclin. » Voilà pour Edmond Maire. La distinction du texte, accusant les « dirigeants » et non forcément la CFDT prise en bloc, pouvait laisser espérer que l'attitude de l'URIF-CGT à l'égard de son homologue CFDT soit plus compréhensive eu égard aux positions de l'organisation parisienne de la CFDT, distinctes de la confédération. Mais non ! Feignant de voir une CFDT alignée comme un seul homme derrière le recentrage d'Edmond Maire, la CGT rejette tout cégétiste dans le camp de sa direction...

« FO se retrouve, plus que jamais, sur des positions de refus d'action et de collaboration ouverte avec le patronat. » La distribution des anathèmes continue. FO, avec qui hier il était encore possible de défiler pour le salaire des fonctionnaires, est la centrale jugée « place forte du syndicalisme réformiste dans notre pays ».

« La FEN s'incline aujourd'hui devant les conséquences de la politique de rigueur. (...) Elle accepte des compromis salariaux négatifs pour les fonctionnaires que le patronat exploite à l'égard de l'ensemble des salariés. » Et en guise d'estocade : « Ces dirigeants pratiquement inertes face à l'opération FO en direction des enseignants (...) observent une attitude d'immobilisme total devant la situation fait à l'école et à la formation. »

La CGT, seule et unique gardienne du temple contenant les reliques du syndicalisme de classe, ne saurait condescendre à pratiquer une unité qui, selon une expression cégétiste bien connue, tirerait la mobilisation en arrière.

Les désaccords suffisent-ils à justifier la division ?

Cela exclut toute démarche unitaire. « Ce syndicalisme de fermeté, de lutte sans compromission (...) n'est pas à inventer. Il existe. En effet, la CGT n'a jamais renoncé et ne renoncera jamais à sa mission d'organisation syndicale de classe. » La seule unité possible, dès lors, se fait sur les bases de la CGT. Sinon elles sont « réformistes ». « C'est dans l'action, sur des bases de classe, que se construiront les conditions de l'unité syndicale. » Voilà la conséquence ultime. Il s'agit de préparer les conditions, c'est-à-dire d'affirmer la CGT.

Mais la CGT ne peut faire l'économie d'une démonstration, au moyen de ses affirmations satisfaites d'elles-mêmes. En admettant qu'un fossé partage les centrales syndicales, qu'est-ce qui empêche, compte tenu de ces divergences, qu'elles manifestent ensemble contre le racisme, contre le chômage, pour le pouvoir d'achat, pour la solidarité internationale. Il faudrait alors expliquer que la simple existence d'organisations syndicales séparées justifie la division, puisque même le minimum partagé par des centaines de milliers de porteurs du badge « Touche pas à mon pote »,

Edmond Maire: «Dans le bon sens»

« La recherche constante de l'unité d'action » doit être « sans préalable ni a priori », rappelle le secrétaire général de la CFDT dans son rapport « Ce que veut la CFDT ».

Carrément optimiste, il y prétend que « les choses ont bougé, petitement mais dans le bon sens ». De quoi être étonné, non, quand on connaît les rapports inter-syndicaux depuis quelques années ? De quoi parle-t-il donc ?

Ce qui « va dans le bon sens », précise-t-il, ce sont « les pratiques de négociation ». « Sauf avec la CGT », ajoute-t-il. Bigre ! Un exemple frappant est tout de même dans toutes les mémoires : ces « pratiques de négociation » amènent naturellement à l'accord de décembre dernier sur la « flexi-

bilité ». Cela allait, comme il dit, « dans le bon sens » puisque la direction confédérale de la CFDT voulait signer avec la CGC, FO et le CNPF... Mais les syndicats CFDT le rejetaient massivement.

Edmond Maire, dans son dernier texte, ne dit bien sûr pas « vive la signature de cet accord ». A six semaines de son congrès, prudence oblige... Mais de telles « pratiques de négociation », selon lui, vont « dans le bon sens ». Voilà l'unité « sans exclusive ni a priori », sur les positions du CNPF et en cherchant à isoler la CGT. Edmond, frère ennemi de Krasu mais jouant un rôle complémentaire ! Qu'on le veuille ou non, ils ont au moins un point d'accord, ces deux-là.

Sylvain Barbier

l'antiracisme, ne peut unifier les syndicats. Le cercle vicieux est total, et la CGT invite le syndicalisme à y entrer.

L'orientation du prochain congrès s'applique

C'est bien cette argumentation, le culte d'une différence frauduleusement érigée comme des principes de classe, qui sert à Roger Guibert aujourd'hui dans la Vie ouvrière, comme hier aux représentants de l'URIF pour justifier la division.

Il faut faire la clarté, disent-ils, sur l'attitude face à la crise. Et le meilleur moyen qu'ils choisissent, la meilleure pédagogie de masse, ce serait cette division incrustée à ce point, depuis 1977, dans les mœurs cégétistes, que l'unité est un événement.

Quelle clarté par rapport aux centrales jugées collaborationnistes ? Celle de l'action,

dit la CGT. « C'est le chemin de l'action », que propose la CGT. D'ailleurs, juge le rédacteur en chef de la VO, « si la CGT gêne, c'est que le chemin qu'elle propose aux salariés est le bon ».

Le chemin passant par Bastille à 15 heures quand les autres centrales sont ailleurs et à une autre heure ? Ce chemin-là gêne, assurément. Mais ni les patrons ni le gouvernement. Il gêne ceux et celles qui, face aux attaques qu'ils subissent, veulent une défense unitaire, un front uni des syndicats face à l'austérité. Le 1^{er} Mai ne sera pas cette occasion. L'heure cégétiste est réglée sur un autre fuseau horaire.

Jean Lantier

1. Extrait du document d'orientation du 42^e Congrès.

INTERVIEW D'UNE DIRIGEANTE DE LA JOCF

Les jeunes travailleuses attendent autre chose

Il n'y a pas d'organisation de jeunesse très forte en France. La JOC-JOCF (1) est sûrement l'une des plus importantes. Il nous a paru utile de donner la parole à une ses militantes, Christine, des Chèques postaux de Paris.

● Peux-tu nous présenter rapidement les activités de la JOCF ?

Nous réfléchissons pour avoir une action sur l'ensemble des facteurs qui font la condition de la jeunesse ouvrière. Et il y a fort à faire quand on voit les conditions de vie des jeunes au chômage, les situations de désespoir. Nationalement, nous dégagons collectivement, dans ce qui s'est vécu au sein des fédérations, un thème prioritaire. A partir de là, il y a diverses prises en charge par les équipes, qui peuvent organiser, au-delà de leurs propres débats, des soirées en invitant d'ailleurs d'autres organisations. Ces soirées s'adressent à tous ceux avec qui nous sommes en lien, et qui ne sont pas forcément impliqués dans une activité permanente avec la JOCF.

● Quand vous faites des soirées ouvertes, vous invitez des forces politiques, mais vous ne nous invitez jamais. Pourquoi ?

On en a débattu dans la fédération. Nous ne voulons pas brusquer les femmes qui font une recherche pour vivre leur foi autrement par des comportements sectaires de certains militants révolutionnaires anticathos.

Le thème pour 1985 est la santé, mais la santé au sens large, ce qu'il faut pour « être à l'aise dans ses baskets ». Cela comporte : l'incidence du chômage sur la déprime ; les effets du travail au rendement, des tâches répétitives ; le « pas un mot à dire » dans les écoles d'apprentissage ou chez les patrons ; les transports trop longs ; les conditions d'habitat. Tout cela représente autant d'éléments qui font la vie de tous les jours des jeunes et qui leur démolissent la santé. Mais au-delà de la réflexion sur la santé, nous avons lancé une campagne nationale pour le droit à la Sécurité sociale des jeunes, pour tous les chômeurs.

● Concernant l'emploi des jeunes, quelles initiatives prenez-vous ?

D'abord, nous entendons faire une campagne européenne pour l'emploi des jeunes. Car nous avons bien saisi que c'est à cette échelle que le problème se pose. Nous voulons un vrai droit à l'emploi pour les jeunes. C'est pourquoi nous avons pris clairement position contre les TUC (travaux d'utilité collective). Puisqu'ils existent, la JOC-JOCF demande aussi, notamment, des délégués de stage en TUC et dans tous les stages de formation.

● Quelle appréciation portez-vous sur la politique du gouvernement en direction de la jeunesse ?

Nous regrettons que peu de choses avancent vraiment en profondeur par rapport à l'emploi des jeunes.

La gauche telle qu'elle est n'intéresse pas les jeunes travailleurs. Alors que les jeunes attendent autre chose. Nous éclairons, nous questionnons les syndicats, partis de gauche ; c'est réciproque. Ils ont besoin de nous entendre, et nous on compte sur eux pour faire avancer, améliorer les conditions des jeunes de la classe ouvrière.

● Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs et travailleuses font un bilan négatif de la politique du gouvernement. Si s'ébauche la convergence des forces, d'orga-

nisations, de courants du mouvement ouvrier pour une politique anticapitaliste, quelle serait votre attitude ?

Ce serait intéressant. En tant qu'organisation JOCF, nous ne pourrions pas en être partie prenante, mais je pense que nous transmettrions les informations.

● Vous avez des élus municipaux en tant que JOC-JOCF. Sur quelle profession de foi sont-ils élus ?

On ne reste pas les bras croisés. La force de la JOC-JOCF, c'est avant tout les actions qui se vivent au jour dans le quartier, la boîte, le bahut, par des gars et des filles. Notre force, c'est quand des jeunes se rassemblent et passent à l'action. Dans nos rencontres, nous disons aussi notre espoir, celui de la JOC-JOCF. C'est tout cela qui nous rend crédibles.

● L'actualité, c'est aussi la montée du racisme et la nécessité d'une mobilisation très massive pour y faire échec. Que faites-vous dans ce domaine ?

Lors des mobilisations précédentes, nous avons eu des contacts avec Convergence 84. Nous revendiquons bien sûr les mêmes droits pour tous, français et immigrés. Et

Fête LO-LCR



Que faites-vous à la Pentecôte ? Ne cherchez plus, vous allez à la fête LO-LCR.

Pourquoi ?

D'abord parce que c'est une fête, sur un terrain champêtre, à la campagne, animée pendant trois jours par des artistes, des stands, de la musique, du cinéma, du théâtre, du jazz.

Ensuite, parce que cette fête se veut, pour la LCR, un rassemblement de toutes celles et tous ceux qui refusent de renoncer au combat, malgré les trahisons de la gauche et l'offensive du patronat et de la réaction. Cette fête veut regrouper celles et ceux qui, organisés ou non, ont vécu ensemble presque cinq ans d'union de la gauche et qui veulent dire : non à l'austérité de la gauche et non au retour de la droite.

C'est dans cet esprit que la LCR veut construire une force anticapitaliste, qui, en 1986 lors des élections et après cette échéance, tourne le dos aux trahisons de la gauche pour reprendre le flambeau du combat anticapitaliste, de la lutte antiraciste, de la lutte contre la droite et Le Pen.

Et parce que la LCR veut associer à cette perspective Lutte ouvrière, elle organise cette année en commun avec LO cette fête de la Pentecôte.

Presles sera donc le lieu de confrontations politiques, touchant tous les sujets d'actualité : Kanaky et colonies françaises, lutte antiraciste et antifasciste, luttes ouvrières et questions syndicales, luttes de la jeunesse, etc.

A chaque forum, des invités spécialisés dans les questions traitées, des militants de la LCR et de LO bien sûr, et de la plupart des forces politiques indépendantes du gouvernement. Lieu d'échange politique, fête complète, stands et exposition, voilà ce que sera cette fête dont Lutte ouvrière et la LCR veulent faire un rassemblement des révolutionnaires.

Alors, vous qui êtes en région parisienne, pour à peine le prix d'une entrée au cinéma, profitez des transports frêtés par la LCR et LO pour venir à Presles, à la Pentecôte.

Rassemblement de la JOC-JOCF à La Courneuve.



nous avons toute une sensibilisation internationale. Traditionnellement, le mois de mai est notre mois international : les fédérations organisent des veillées interculturelles. Des montages diapos sont proposés, allant dans le sens de faire découvrir aux jeunes l'importance d'agir ici à son niveau pour que ça change là-bas. C'est une lutte ensemble que nous voulons et non pas une demande d'assistance. C'est ainsi qu'on apprend à vivre ensemble. La JOC-JOCF propose aussi de la formation internationale et a mis en place un « canard », *Interpeuples*, le bulletin du Centre de formation et d'échanges internationaux.

● A propos de la Nouvelle-Calédonie, quelle est votre position ?

La JOC est implantée en Nouvelle-Calédonie et est partie prenante, dans les conseils tribaux, de la lutte pour l'indépendance. Dans *Jeunesse ouvrière* de mars-avril, Bene Dick, président national de la JOC-JOCF, souligne que « depuis longtemps le peuple kanak a le mot indépendance dans le cœur ». La JOC y regroupe 1 500 jeunes travailleurs et travailleuses, à l'école, au travail ou au chômage ; l'année dernière, les responsables de la JOC, réu-

nis à l'île de Lifou, ont fait une déclaration pour soutenir la lutte du peuple kanak. En ce qui concerne les Eglises catholique et protestante, Bene Dick porte des jugements très précis : « L'Eglise protestante s'est prononcée clairement face à l'indépendance, quant à l'Eglise catholique, elle fait le jeu de la grande bourgeoisie locale.

Elle ne parle que de prières et pas de la lutte du peuple exploité. »

En Nouvelle-Calédonie comme partout, ce que veut profondément la JOC-JOCF, c'est que l'homme soit premier, qu'il puisse vivre libre et debout.

● En conclusion, peux-tu préciser combien vous revendiquez de membres, votre zone d'influence ?

Au dernier rassemblement, nous avons eu 30 000 personnes à La Courneuve au Festival de l'emploi, pour les seules catégories travailleurs et chômeurs. Pour le prochain, en 1986, nous en attendons beaucoup plus, puisqu'il sera aussi ouvert aux apprentis et aux gars et filles en école.

Propos recueillis par Jeanne Couderc

1. Jeunesse ouvrière chrétienne. Jeunesse ouvrière chrétienne féminine.

La fuite éperdue des américains

Le 30 avril 1975, sous les roquettes et les obus, dans une confusion et un désordre inouis, l'ambassadeur américain Martin quittait Saïgon en toute hâte. Sur le toit de l'ambassade, des hélicoptères embarquaient le personnel et ceux des officiels sud-vietnamiens qui avaient pu y parvenir. Les blindés et les fantassins nord-vietnamiens entraient, victorieux, à Saïgon. Quelques jours auparavant, le 17 avril, des scènes analogues s'étaient déroulées à Phom-Penh, capitale du Cambodge, investie par les forces du FUNK (Khmers rouges). Dix ans après, le souvenir de ces événements reste à ce point présent qu'il est peu de magazines à ne pas les rappeler, photos et commentaires à l'appui.

Avril 1975 marque un tournant décisif dans l'histoire des trois peuples d'Indochine - Vietnam, Laos et Cambodge - mais également dans l'histoire mondiale. Les Etats-Unis avaient fait du Vietnam un test de leur détermination à briser - par le fer et le feu - la montée révolutionnaire des masses dans les pays dominés. L'exemple des villes rasées au Nord-Vietnam, des rizières cambodgiennes déclarées « zones de tir libres » devaient dissuader ces peuples de lutter pour leur libération et démontrer aux yeux du monde entier l'invincibilité de la principale puissance impérialiste.

La guerre américaine

Les Etats-Unis n'attendent pas le départ des Français pour prendre leur relève. Ils appuient le dictateur Diem au sud, qui organise la terreur et la chasse aux résistants. La lutte reprend très vite, le Nord se décidant à l'appuyer et à l'encadrer en 1956. Washington mit en œuvre la politique du « containment and roll back » (contenir et refouler) contre la révolution communiste en Asie. Bientôt, les Etats-Unis s'engagent dans ce qu'ils appelaient eux-mêmes la « guerre spéciale ».

Le massacre de My Lai, un village vietnamien, par les troupes américaines.



Cette leçon d'avril 1975 pèse encore, dix ans après, sur l'impérialisme dominant. Pendant des années, les présidents US n'ont plus osé faire donner les marines ; ils ont dû accepter sans réagir la chute du Shah et leur humiliation à Téhéran. La détermination guerrière de Reagan en Amérique centrale se heurte aujourd'hui à une hostilité profonde du peuple américain. Ce que l'on a appelé le « syndrome vietnamien » reste opérant, et l'exemple vietnamien reste actuel pour les centaines de millions d'hommes et de femmes en Afrique et en Amérique latine. C'est pourquoi la presse capitaliste n'a pas oublié avril 1975. C'est pourquoi les révolutionnaires que nous sommes ne l'oublions pas non plus, malgré les déchirements survenus dans la péninsule indochinoise depuis cette date historique.

Avril 1975 conclut victorieusement une longue lutte de libération dont il convient peut-être de rappeler les étapes, lutte menée sous la direction du Parti communiste vietnamien dès l'occupation japonaise de l'ex-Indochine française pendant la Seconde Guerre mondiale. Les colonialistes français reprirent ensuite Haiphong et Hanoï, où s'était établie la première République libérée, et engageaient ce que l'histoire a reconnu comme la première guerre d'Indochine. Après la victoire militaire des soldats d'Hô Chi Minh à Dien Bien Phu, l'impérialisme

Confrontés à la relance générale de la lutte armée sous l'égide du Front national de libération (FNL) du Sud-Vietnam au début des années soixante, ils passent à la « guerre locale » : malgré leurs efforts, l'armée fantoche est au bord de l'effondrement en 1964. Le président Johnson envoie alors massivement des troupes et lance la guerre aérienne contre les zones libérées du sud, contre le Nord-Vietnam, sans provoquer de réaction soviétique. L'offensive révolutionnaire du Têt, début 1968, allait marquer l'échec de cette « guerre locale » : insurrections urbaines et opérations militaires de grande ampleur se généralisèrent dans tout le Sud. Hué, capitale impériale, fut tenue plusieurs jours par le FNL, et son drapeau flotta plusieurs semaines sur la flotteresse.

Devant cet échec, l'impérialisme doit commencer à retirer ses troupes. Les mouvements anti-guerre se développent vigoureusement aux Etats-Unis, le moral des GI est tombé très bas, jusqu'à une quasi-désagrégation du corps expéditionnaire. Drogue, désertions et même grenadage d'officiers sont devenus monnaie courante... Une nouvelle politique est mise en œuvre par Nixon : la « vietnamisation ». Des moyens sans précédent sont déployés pour construire une armée sud-vietnamienne nombreuse et suréquipée ; une politique d'« urbanisation forcée » accélère l'exode rural (la population « urbanisée » dans ces conditions passe en quelques années de 10 % à 50 %).

Le renversement du prince Norodom Sihanouk en 1970 mettait fin à la neutralité cambodgienne et visait à prendre le FNL en tenaille entre deux régimes fantoches. Il ne fit qu'étendre la guerre au Cambodge, dans des conditions atroces. Une deuxième grande offensive du FNL en 1972 contraignit Nixon à signer les accords de Paris début 1973 : le cessez-le-feu est proclamé ; le territoire rural est réparti entre le FNL et l'administration de Saïgon au rapport de forces local : ce qu'on a appelé « la peau de léopard ». Les villes restent aux mains des pro-américains. C'est dans cette situation qu'est préparée, à Hanoï, l'offensive finale de 1975 qui allait être victorieuse.



Le symbole pour le mouvement antiguerre du Vietnam aux Etats-Unis : un soldat avec une colombe blanche.

l'extraordinaire faiblesse de l'édifice construit par l'impérialisme au sud. La panique, les désertions, parfois le ralliement aux forces de libération balayent le plus souvent sans combat l'armée qui possédait, en équipement et en nombre d'appareils, la troisième aviation du monde ! Création des Etats-Unis, c'est pour des raisons sociales et politiques qu'elle est défaite militairement. Avec elle est emporté l'Etat sud-vietnamien pro-impérialiste.

Il reste que l'offensive révolutionnaire fut essentiellement militaire, revêtant de ce fait un caractère d'affrontement entre l'Etat ouvrier du nord et l'Etat pro-impérialiste du sud. La conquête s'appuya certes sur les zones libérées, sur des réseaux politiques qui avaient subsisté dans les villes, mais elle fut essentiellement l'œuvre de l'armée régulière du Nord. Si celle-ci fut souvent accueillie en libératrice, ou au moins avec la neutralité bienveillante de la population, il ne se produisit pas comme en 1968 de véritables mouvements de masse, encore moins des insurrections populaires. Ce caractère final de la libération du Sud demande à être expliqué, car il pèsait fort lourd dans la suite des événements, sur les conditions de la réunification du Vietnam.

Victoire politique au plan international, militaire sur le terrain

La répression dans les villes et dans les zones centrales contrôlées par les Américains et leurs alliés avait pris une telle dimension que l'infrastructure politique du FNL y avait été démantelée. Les guérilleros locaux avaient été décimés, les cadres politiques exterminés. Les massacres, tel celui de My Lai dont les répercussions internationales furent importantes, s'y étaient multipliées comme autant d'Oradour. L'appareil répressif de Thieu avait décapité le mouvement de masse dans les villes.

Le président Gerald Ford, successeur de Nixon tombé après l'affaire du Watergate, renonce à une intervention aérienne et navale de l'armée US : politiquement, au plan international et peut-être plus encore au plan intérieur, Washington n'avait plus les moyens de réagir. La défaite politique était déjà consommée avant d'être sanctionnée spectaculairement par la libération du Vietnam tout entier.

Les quelques semaines qui débouchent sur la fuite éperdue des Américains de Saïgon révélèrent

Mais l'action américano-fantochiste ne se limite pas à l'efficacité de la répression : le Vietnam avait été bouleversé économiquement, socialement par l'intervention américaine et la « vietnamisation ». Des millions de gens chassés des rizières avaient grossi les villes, y subsistant grâce à l'aide américaine. L'économie entière vivait du trafic avec les Etats-Unis, du financement de l'Etat Vietnamien par les USA. Commerçante et compradore, la bourgeoisie vietnamienne (et sino-vietnamienne, à Saïgon-Cholon) s'enrichissait de cette manière, tandis qu'un énorme appareil administratif, militaire et policier émergeait au budget américain. Fondé sur la répression et une corruption généralisée, l'Etat pro-impérialiste du Sud reposait sur une véritable base sociale, friable, incapable de cohésion et de résistance certes, mais qui n'en allait pas moins poser des problèmes immenses dans la phase suivante.

Le PCV n'a pas su gagner la paix

Le PCV a révélé une extraordinaire ténacité révolutionnaire, de mobilisation des masses et d'efficacité pendant la guerre de libération. Il a fait l'admiration du monde entier, pendant des années. Ce peuple pauvre a toujours su trouver la parade adéquate aux dernières trouvailles sophistiquées de la première puissance mondiale en matière de tureries (tout fut essayé par le Pentagone, jusqu'au « renifleurs électroniques du Vietnam », aux jouets piégés parachutés, à la défoliation généralisée de la jungle. Il ne recula que devant le bombardement des digues du fleuve rouge, qui eût englouti la population très dense du delta au Nord).

De leur propre aveu, les dirigeants de Hanoï n'ont pas su réaliser dans la paix ce qu'ils avaient réussi dans la guerre. Le Duan, secrétaire général du PCV, déclarait au IV^e Congrès du parti en 1977 : « Pendant la résistance patriotique, nous avons déclenché des mouvements puissants et enthousiastes d'émulation à lutter contre les agresseurs. Mais pour bâtir le socialisme, nous ne sommes pas encore parvenus à créer des mouvements vraiment puissants. » Et il est tragique de constater que le seul mouvement de masse au Vietnam depuis 1975 fut celui... des boat-people.

Très vite le Vietnam fut confronté à une situation inextricable, pris en tenailles entre une Chine hostile alliée à Washington et ses alliés Khmers rouges au Cambodge. Face au nationalisme belliqueux de ces derniers, qui avaient créé leur organisation et développé leur résistance hors du champ d'influence du PCV et contre lui, Hanoï tenta d'abord la conciliation, sans en appeler aux masses contre une dictature féroce et démente, pour passer ensuite à une offensive militaire dont le poids économique et politique reste écrasant et lourd de menaces. A l'agression militaire du mastodonte chinois, Hanoï répondit par l'alliance étroite avec l'URSS, et une mobilisation patriotique contre l'adversaire pluri-millénaire, usant sans vergogne de la xénophobie. Les populations Hoas du Nord-Vietnam, sino-vietnamiennes, ont été chassées, et avec elles, une partie importante du prolétariat du nord. Face à la bourgeoisie commerçante de Saïgon-Cholon, Hanoï a d'abord cherché l'accommodement opportuniste, pour passer en 1976 à des mesures de socialisation par les moyens bureaucratiques et policiers.

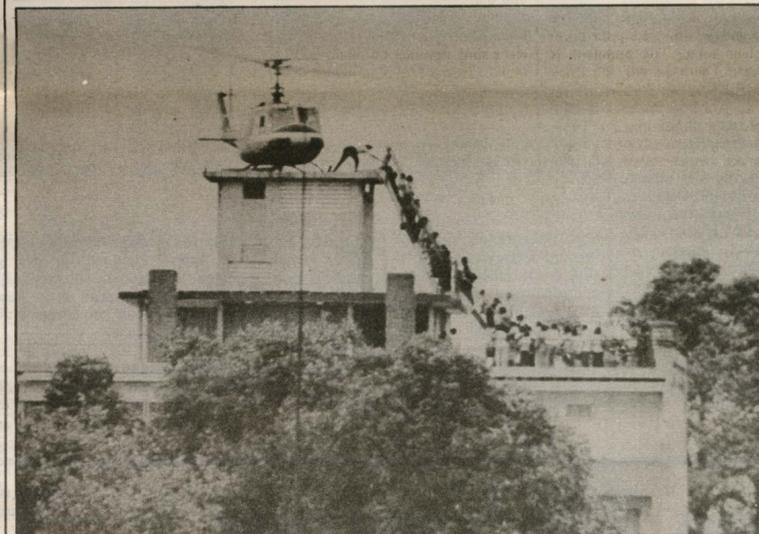


Photo du haut : la fuite d'enfants après le bombardement au napalm de leur village. Photo du bas : l'évacuation de l'ambassadeur américain à Saïgon : la déroute américaine.

Dans un pays très pauvre, détruit par la guerre, dans les conditions difficiles et complexes d'une réunification entre le Sud et le Nord, ces méthodes ont engendré le développement accéléré d'une bureaucratie aussi incapable, paralysante, étouffante et arbitraire qu'avidée de pouvoir et de privilèges. Le Vietnam connaît aujourd'hui une crise politique et sociale inouïe, visible désaffection massive de la population du sud, qui gagne celle du nord. Les autocritiques de la direction du PCV, sa dénonciation de la bureaucratie ne s'appuient sur aucune mesure efficace, car elle procède bureaucratiquement, y compris contre le bourgeoisie commerçante de Saïgon-Cholon, Hanoï a d'abord cherché l'accommodement opportuniste, pour passer en 1976 à des mesures de socialisation par les moyens bureaucratiques et policiers.

Aussi ne peut-on réduire aux immenses difficultés objectives du

Vietnam, alimentées en permanence par l'hostilité confirmée des Etats-Unis dans la région, la très grave crise qui ravage aujourd'hui l'Indochine toute entière. Cette crise a largement entamé le prestige international de la révolution et plongé dans la confusion et le désarroi les mouvements communistes engagés dans une lutte anti-impérialiste en Asie du sud-est, à l'exemple du Parti communiste thaï, de la puissante guérilla et des mouvements de masse urbains qu'il impulsait qui ont été détruits et dispersés.

Le moule stalinien dans lequel le PCV a été coulé - même si ce parti s'est révélé capable de conduire la révolution et de produire une théorie, proche à bien des égards de la révolution permanente, de sa propre action - ; la conception qu'il développe de la

dictature du prolétariat comme édification d'un Etat au-dessus des masses ; le nationalisme qu'il véhicule sans souci de l'opinion et des intérêts du prolétariat mondial, tous ces éléments ont joué négativement, et même parfois de façon catastrophique, dans la façon dont les très difficiles problèmes de la transition au socialisme ont été abordés après 1975. Les rapports entre le PCV et les masses se sont dégradés à une vitesse vertigineuse et, depuis, le Parti lui-même connaît une crise sans précédent.

Si c'était à refaire...

Il ne manque pas aujourd'hui de « déçus » de la révolution indochinoise pour qui les crimes des Khmers rouges et l'odyssée des

boat-people représentent à la fois le signe d'un courroux divin à l'encontre de ceux qui se sont abandonnés au communisme, et l'étape lumineuse sur leur chemin de Damas... vers le reaganisme et le soutien à l'agression contre le Nicaragua libre. Combien sont-ils, parmi la jeunesse universitaire soulevée d'enthousiasme il y a vingt ans par la résistance vietnamienne - vue souvent à travers la mensongère utopie maoïste - à brûler aujourd'hui ce qu'ils idolâtraient hier en spectateurs intolérants ? Nombreux, certes, dans les pays d'Europe occidentale.

Mais ces gens qui en sont « revenus », si bavards aujourd'hui dans la presse et l'édition, ne pourront faire oublier le rôle qu'a joué la révolution vietnamienne, à ses meilleurs moments, dans la reconstruction d'une perspective révolutionnaire internationale. Qui peut oublier Che Guevara, cette haute figure révolutionnaire, exemplaire et sans tâche, lançant au monde avant de mourir dans les maquis de Bolivie un ultime appel : « Il faut un, deux, trois, plusieurs Vietnam ! » ? Le Che est mort, abandonné, en 1967. Les années quatre-vingt voient se développer un deuxième Vietnam, en Amérique centrale, cette fois aux portes de la citadelle impérialiste.

Parmi ceux qui, dans nos pays, restent fidèles au socialisme, qui peut oublier le rôle décisif du Vietnam, comme exemple, modèle et référence, dans les mois qui ont précédé Mai 1968 ? Ce n'est pas cultiver la nostalgie, encore moins s'incliner devant des images passées comme devant des icônes : simplement la reconnaissance du rôle décisif joué par la révolution vietnamienne à une époque où son isolement héroïque fit sa grandeur, comme témoignage vivant de la possibilité de vaincre la domination impérialiste, de renverser le vieux monde. Reconnaissance aussi d'une dette à l'égard du Vietnam martyr, que seule l'extension de la révolution, en particulier dans les pays capitalistes développés, pourra honorer. C'est pourquoi la solidarité doit demeurer, malgré les convulsions qui secouent présentement la péninsule indochinoise, avec les peuples de ces pays.

Voilà pourquoi, contrairement à d'autres, nous ne rougissons pas du soutien que nous avons ainsi apporté, total mais non aveugle ou acritique, à la révolution vietnamienne. Le IV^e Internationale, la Ligue communiste en France, ont agi de toutes leurs forces, des années durant, pour contribuer à bâtir un mur de solidarité internationale autour du Vietnam. De cette solidarité, nous sommes fiers, et restons prêts à la renouveler.

Peut-être était-il utile de reparler de tout cela, au moment où, pour beaucoup, le dixième anniversaire de la victoire vietnamienne signifie retournement, reniement et « Face à la guerre ». Nous n'avons pas changé, nous, de camp.

Michel Thomas

RENAULT, VALEO...

Radiographie d'une tornade

En faisant le tour des propositions de droite ou de gauche pour résoudre la crise de l'automobile, on s'aperçoit qu'elles ne résoudraient évidemment pas le problème de l'emploi. Cela n'a rien d'étonnant. Les trente-cinq heures ne font pas partie de la liste des premiers remèdes.

« L'automobile ne paraît en aucune manière menacée de déclin ». François Dalle, ex-P-DG de l'Oréal, familier de François Mitterrand, démarrait ainsi en octobre 1984 le rapport sur l'état de la branche automobile que lui avait commandé le président de la République. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur, par contre, c'est le massacre. La véritable tornade ! Véhicules particuliers, véhicules industriels (RVI), machines agricoles (Renault Le Mans), fabricants d'équipements auto (Valéo, DBA-Lookeed) : aucune usine n'est à l'abri des menaces, aux quatre coins du pays.

Question chiffres, Dalle avait été net : « Les effectifs des constructeurs automobiles et de leurs filiales qui s'élevaient à 230 000 personnes au 30 juin 1983 devaient atteindre 160 000 personnes courant 1988. Chez les fournisseurs, les équipementiers, une réduction d'effectifs de l'ordre de 20 000 personnes » est à prévoir, « d'ici à 1987, sur un total à fin 1983 de 122 000 personnes. » (Liaisons sociales du 24 octobre 1984). 90 000 suppressions d'emplois au total sur la branche ! L'exécution du plan est en cours.

● **RENAULT.** Après l'échec du plan Hanon, le gouvernement confiait à Georges Besse, qui fit ses preuves dans les suppressions d'emplois chez Péchiney nationalisée, le soin de tailler dans les effectifs de la Régie. Depuis, c'est le silence organisé, pour mieux laisser courir les bruits les plus divers, sur les charrettes de licenciements en préparation. Les chiffres couramment cités et admis n'en avoisinent pas moins les 20 à 25 000 suppressions de postes. Hors de toute information précise, c'est l'attente et l'inquiétude pour les travailleurs. La note du plan Besse tombera vraisemblablement fin mai, début juin. Le P-DG de la Régie préfère d'abord afficher la somme, 23 milliards, nécessaires selon lui au redressement du groupe, au cortège des licenciements qui y sera lié. C'est une mobilisation d'ensemble que devraient d'ores et déjà préparer les syndicats de la Régie, pour organiser une journée de grève

et une montée à Paris, le jour où Besse annoncera au comité central d'entreprise le chiffre exact des licenciements planifiés.

● **RVI (Renault véhicules industriels).** Dans la filiale poids lourds de la Régie, les suppressions de postes sont en cours depuis début 1984. 2 150 suppressions de postes par « départs volontaires » (!) ont été imposées au cours de l'année. La direction exige des travailleurs pour 1985 les mêmes sacrifices sur l'autel de la rentabilité. Elle en veut 2 550 de plus ! « Départs volontaires ou licenciements », précise-t-elle. Quel choix !

● **VALEO.** Le troisième trust de l'automobile français, premier constructeur d'équipements automobiles du pays, prévoit ni plus ni moins de supprimer 10 % de ses postes de travail : 2 800 sur 28 000. Ducellier, filiale du groupe récemment reprise au trust DBA-Lookeed (cf. ci-dessous) est la première cible visée. 1 800 postes concentrés en Auvergne seront liquidés, mettant une région de plus à mal.

● **DBA-Lookeed.** Plus de sept mille salariés, filiale du groupe US Allied Corpora-



tion, poursuit ses manœuvres de dégraissage. La cession de Ducellier au groupe précédemment cité, Valéo, n'était qu'un épisode ! L'inspection du travail vient par exemple d'accepter les trois cents licenciements demandés par la direction du groupe à l'usine d'Amiens, qui

compte 1 300 salariés. « Pour remotiver les hommes au travail, expliquait le P-DG du trust, André Furia, il faut casser les usines géantes » (voir Rouge du 1^{er} février 1985).

Ce rapide tableau démontre, s'il en était besoin, que c'est l'ensemble d'une bran-

che à laquelle s'attaquent les états-majors des groupes cités (1), sous les auspices du président de la République et de son conseiller François Dalle.

Est-il besoin de souligner que c'est une riposte unie, sur l'ensemble de la branche, organisée par les syndi-

cats des entreprises de construction et d'équipement de l'automobile que nécessitent de telles attaques.

Michel Morel

1. Signalons enfin que Renault suit de très près les affaires de Valéo, et possède une filiale commune, Renix avec Bendix, la maison mère de DBA.

Les 35 heures, premier remède

En faisant le tour des propositions de droite ou de gauche pour résoudre la crise de l'automobile, on s'aperçoit qu'elles ne résoudraient évidemment pas le problème de l'emploi. Cela n'a rien d'étonnant. Les trente-cinq heures ne font pas partie de la liste des premiers remèdes.

Deux millions trois cent mille salariés étaient directement ou indirectement concernés en 1981 par l'emploi dans l'automobile. La production, la commercialisation, l'entretien des véhicules, représentent 11 % (1) de

l'emploi intérieur total en France. Impressionnant, non ? Autant dire que tout ce qui touche à l'auto est une affaire nationale. Qu'il s'agisse de son usage ou des emplois dont elle est la source. « Quand Billancourt

éternue, la France s'enrhume. » Le refrain est connu. Ce n'est pas seulement par goût des phrases toutes faites. Les chiffres le démontrent. L'on doit donner aux luttes qui se profilent à la Régie la valeur d'un test politique national. Cette fois, si Billancourt se fait moucher (2), la grippe sociale risque de s'étendre, de multiplier les ravages dans la santé des acquis des travailleurs. Aux quatre coins du pays.

Le modèle japonais

Rien d'étonnant donc si les remèdes à la crise de l'auto-

mobile, les « moyens d'en sortir », s'accumulent depuis plusieurs mois sous forme de rapports et de contre-propositions. Du côté de Dalle, ex-PDG de l'Oréal, rien de très novateur. Il propose dans son rapport des licenciements massifs, et la mise en œuvre dans les entreprises françaises du « modèle japonais ». Celui-ci provoque d'ailleurs également des ravages et des démanagements à gauche. « Mettre en place une stratégie d'adaptation de l'industrie automobile française reposant explicitement sur le modèle japonais, expliquait Frédéric Bricnet dans la revue l'Economie en question d'oc-

tobre 1984, d'organisation de la production en terme de gestion de flux et d'organisation du travail (Kanban, cercles de qualité (3)... là se trouvent les aspects positifs » du rapport Dalle. L'objectif serait donc de concurrencer la productivité japonaise, pour résoudre la crise ? Belle démonstration de naïveté. Que feraient les Japonais dans ce cas ? Se contenteraient-ils de constater : « Ah les Français nous ont rattrapés. » Ou chercheraient-ils, en toute bonne logique, les nouveaux moyens d'accroître

Ensemble contre le plan Besse

C'est net, la préparation des affrontements qui s'annoncent à la Régie Renault n'est pas à la hauteur : Besse fait grands fracas avec ses trous financiers dans les médias, les réactions des directions syndicales ne restent qu'une rumeur. Certes, l'animal est habile. Le nouveau P-DG de la Régie va faire traîner jusqu'à fin mai l'annonce des plans de licenciements que tous attendent. Il annonce un déficit record de 12,5 milliards — dont 4,5 milliards de provision pour restructurations, licenciements — pour mieux emprisonner les travailleurs et leurs syndicats dans une toile d'araignée empoisonnée ! S'ils se défendent, ils seront accusés, à travers les ondes, d'aggraver encore l'état de santé de la Régie.

L'animal est habile ! Il bénéficie d'ailleurs de la présence dans ses murs de celui qui organisa la casse gigantesque de dizaines de milliers d'emplois à la FIAT. Devinez les conseils que celui-ci prodigue ?

Les coups de poignard dans le dos de l'emploi qui se préparent à la Régie seront une épreuve politique et sociale de première. Pour toute la classe ouvrière. Renault est un symbole, derrière Renault, une branche entière est en danger, la branche automobile influe sur l'emploi de plusieurs millions de salariés dans le pays. C'est dire !

On ne parera pas ce coup-là avec des demi-mesures. Pas plus en ce qui concerne les revendications pour faire face, que les méthodes de lutte pour les faire triompher.

Les 35 heures doivent être au poste de commande de toutes les plates-formes revendicatives. C'est une grève sur tout le groupe qui est à l'ordre du jour. En guise de premier avertissement, une montée des travailleurs de toutes les usines à Paris, le jour du comité central d'entreprise qui se tiendra fin mai s'impose. Renault doit servir de point d'appui pour l'ensemble des travailleurs de la branche. La CGT aurait commencé à organiser des rencontres entre ceux de la Régie et les travailleurs de Ducellier où les licenciements sont tombés. C'est une bonne chose. Mais elle doit très rapidement s'amplifier, s'élargir, être systématisée.

Et, faut-il le dire, rien ne se fera dans la division ! Pour défendre l'emploi à Renault, l'unité intersyndicale s'impose. Ne pas se donner tous les moyens de la réaliser, ne serait que donner un sérieux coup de main à Besse.

M. M.



les chefs d'entreprise, expliquait Jacquier, secrétaire confédéral de la CFDT, dans une interview aux Echos du 19 juillet 1983, à la conquête de nouveaux marchés : ça nous passionne autant qu'eux (4). »

Filière et compétition

Marché, marché : ce terrain-là est miné ! Si l'on veut affronter la concurrence internationale, les recommandations du plan Dalle deviennent des remarques de bon sens. La boucle est bouclée. Le modèle japonais s'impose. Il faut licencier chez les constructeurs, instaurer de nouveaux rapports de travail, renforcer encore le statut de sous-traitants des équipementiers. leur dépendance intégrale vis-à-vis des deux trusts de l'automobile, Peugeot et Renault... Et convaincre les travailleurs concernés de se laisser faire. La concurrence, c'est la concurrence !

Du point de vue du PCF, le bât blesse... autant ! La lettre de Philippe Herzog, membre du bureau politique, qui marqua la rentrée « sociale » du parti en septembre, adressée aux cadres de l'automobile, restait muette sur un simple problème : l'automobile est une filière, elle n'est pas simplement l'addition de deux grands groupes, PSA et Renault. Le PCF suggère de réintégrer au sein de ceux-ci, pour les développer, les productions d'équipements automobiles. Que deviennent alors les emplois concernés chez les équipementiers ?

Les dernières propositions du PCF réparent cet oubli. La « prise en compte de l'ensemble de la filière ainsi que la coopération des constructeurs entre eux, et avec les équipementiers, lit-on dans l'Humanité du 24 avril, sont nécessaires à l'amélioration de la compétitivité ». Marché,

compétitivité... Les propositions du PCF ne quittent pas le terrain de la concurrence !

On lisait encore récemment, dans l'Humanité spécial Salon de l'auto, l'éloge du match que se livrent la 205 et la Super 5 ! Cette course à la compétitivité-là ne résoudra pourtant en rien les problèmes de l'emploi dans l'automobile. Depuis le temps que ces jeux ont cours sur le marché capitaliste, on a tout de même pu s'en rendre compte. Philippe Herzog le premier. Ne citait-il pas en exemple, dans la « lettre aux cadres de l'automobile » rappelée plus haut, Fiat ou Chrysler comme modèles de redressement de firmes automobiles s'appuyant sur leur marché intérieur ? Fiat a licencié des dizaines de milliers de travailleurs (5), Chrysler réduit de 40 % ses effectifs !

La grève des trente-cinq heures en RFA

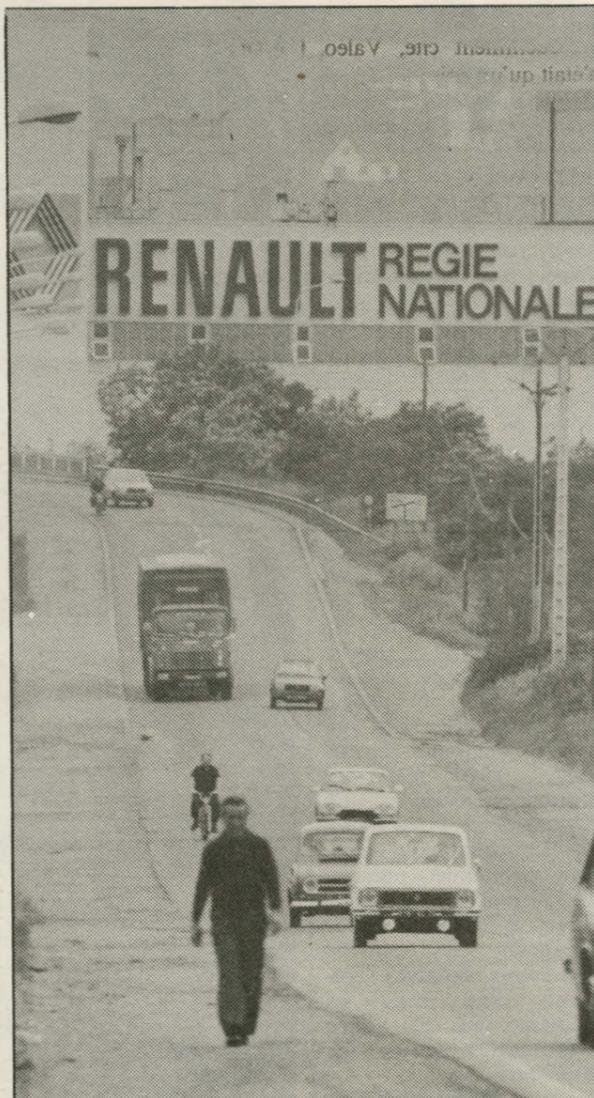
On le remarque en faisant rapidement le tour des sug-

gestions pour « résoudre la crise de l'automobile », la diminution systématique de la semaine de travail, les trente-cinq heures, ne font pas partie de la liste. Si l'on veut garantir l'emploi dans la filière, c'est pourtant le premier des remèdes. La grande grève pour les trente-cinq heures des métallos allemands a démontré, d'ailleurs, si besoin était, que cette évidence vaut en France, et dans les autres pays. Les ouvriers de l'automobile, constructeurs et équipementiers d'outre-Rhin, de Mercedes à Bosch (6), étaient aux premiers rangs de la lutte pour les trente-cinq heures. Organiser un tel mouvement en France, répondre ainsi sur le fond aux attaques du plan Dalle n'a rien d'irréaliste : les syndicats de l'automobile, dans l'ensemble de la filière, en ont les moyens. L'exemple de la grève des trente-cinq heures en Allemagne devrait les inspirer plus que les leçons de compétitivité généralement données par les constructeurs d'outre-Rhin ! Question de choix. Le nôtre est clair.

Les attaques qui se profilent à la Régie nécessitent une riposte sur l'ensemble du groupe pour la garantie de l'emploi, la réduction du temps de travail, les trente-cinq heures pour tous. De la Régie à l'ensemble de la branche automobile, il ne devrait y avoir qu'un pas à franchir.

Michel Morel

1. Les Emplois liés à l'automobile en France, J.-J. Chanaron, 1981.
2. On évoque la possibilité de fermeture de Billancourt comme un des choix possibles de Besse, dans les coulisses de la Régie.
3. Voir à ce sujet le dossier paru dans Rouge de la semaine dernière.
4. Cité par Maxime Durand dans Critique communiste d'avril 1985 : « Les contradictions de l'analyse économique de la CFDT ».
5. C'est un nommé Stéphane Doblin qui fut le maître d'œuvre des restructurations à la FIAT. Il est aujourd'hui responsable des mêmes problèmes... à la Régie.
6. Bosch, premier équipementier en Allemagne, est partenaire de Valéo dans ses principales filiales.



celle qu'ils avaient déjà atteinte ? A vouloir mettre le doigt dans l'engrenage de la concurrence... on y laisse le bras. Ou le bon sens... lorsqu'on est économiste. Lorsqu'on travaille dans l'automobile, par contre on y perd la garantie de l'emploi !

Le marché régulateur

Faut-il préciser d'ailleurs que c'est pour mettre en œuvre les méthodes d'organisation du travail en question que Dalle préconise, ni plus ni moins, quatre-vingt-dix mille suppressions d'emplois chez les constructeurs et les équipementiers dans les deux ans qui viennent ?

« Les équipementiers, justement, à la fédération on n'en entend pas parler », commente un militant de la CFDT employé dans l'un des deux principaux groupes qui produisent les équipements automobiles que l'on retrouve sur une 205 Peugeot ou une Renault Super 5. A l'heure où les travailleurs de Valéo, ou de DBA-Loockeed étrennent les premières charrettes de suppressions d'emplois du plan Dalle (voir article ci-contre), la remarque fait mouche.

C'est encore le respect des lois du marché, ce « régulateur nécessaire », selon l'expression d'Edmond Maire, qui fait des ravages ! « Nous sommes autant intéressés que

ROUEN

Mobilisation antiraciste contre une agression

Après les crimes de Menton et Miramas et de l'attentat contre le festival du cinéma juif, le mouvement ouvrier et antiraciste rouennais avait été prompt à réagir malgré les vacances de Pâques. 1 500 personnes avaient défilé dans le centre ville à l'appel du comité unitaire contre le racisme et pour l'égalité des droits regroupant de nombreuses organisations auxquelles s'étaient jointes pour la première fois la CGT et le PCF.

Quelques jours plus tard, c'est à Grand-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, que devaient intervenir les antiracistes. Mardi 9 avril, un ouvrier sénégalais de Rhône-Poulenc était roué de coups par des individus qui attendaient à la sortie d'un foyer. Le crâne fracturé, il est toujours à l'hôpital.

Dès que la nouvelle fut

connue, les ASTI de la région rouennaise ont appelé publiquement à une réunion unitaire. 80 personnes, en majorité des habitants de Grand-Quevilly, sont venues exprimer leur dégoût et leur volonté de faire cesser les agressions racistes. Les organisations, membres du collectif unitaire (associations immigrées, LCR, LO, JCR, PS, etc.) étaient aussi présentes ainsi que des syndicalistes des boîtes environnantes, notamment de la CGT de Rhône-Poulenc. Bien que des militants du PS se soient engagés dans la riposte, l'absence des élus de Grand-Quevilly (la municipalité de Fabius) a été remarquée par plus d'un.

L'assemblée a décidé une manifestation pour le vendredi 19 avril. Malgré l'absence du PC et de la CGT et les hésitations du PS, 700 personnes ont défilé pendant deux heures dans les rues de la cité. Une telle mobilisation ne s'était jamais vue dans le quartier et maintenant une ASTI est en train de se constituer à Grand-Quevilly !

EUREKA

Marchandages autour de la guerre des étoiles

Le projet Eurêka de militarisation de l'espace à la française, proposé par Mitterrand aux gouvernements de la CEE, ne s'oppose nullement à l'engagement américain dans la « guerre des étoiles ». Il l'accompagne plutôt en essayant de préserver au maximum les intérêts bien compris des capitalistes européens face à leurs partenaires et concurrents d'outre-Atlantique.

En mars 1983, Reagan annonçait au monde l'engagement d'une militarisation générale de l'espace dans le cadre du programme dit de l'Initiative de défense stratégique (IDS), plus connu sous l'appellation de « guerre des étoiles ». Il s'agit de promouvoir une sorte de bouclier stratégique, par l'interception des missiles balistiques adverses, si possible dans les 200 à 300 secondes qui suivent leur mise à feu, à partir de systèmes

de détection, de tir et de guidage, basés dans l'espace et mettant en œuvre toute une panoplie de technologies de pointe (nucléaire, laser, faisceaux de particules, etc.) extrêmement coûteuses. Le *New-York Times* évaluait en 1983 à 120 milliards de dollars la réalisation d'un système anti-satellites (ASAT) et à plus de 500 milliards de dollars celle d'un système complet de défense antimissiles balistiques (ABM)... Aujourd'hui, la Maison

Blanche et les trusts qui sont intéressés à ce pactole mettent les bouchées doubles pour avancer dans la concrétisation d'un tel programme. Reagan a obtenu le mois dernier le vote par le Congrès américain de crédits à hauteur de 25 milliards 780 millions de dollars, étalés sur cinq ans, pour les seules recherches centrales s'inscrivant dans le cadre de l'IDS. Parallèlement, les dirigeants américains, par la plume de C. Weinberger, se sont adressés aux Etats membres de l'OTAN — dont la France —, au Japon, à l'Australie, à la Corée du Sud et à Israël pour leur proposer une association-participation à l'IDS américaine. Washington exige à cette fin une réponse dans « les soixante jours » et propose « des procédures bilatérales » pour la mise au point des accords d'association, ce qui, évidemment, ne peut

être du goût des gouvernements européens mis brutalement au pied du mur par leur puissant allié. S'y ajoute le sentiment de ne plus être traités comme les partenaires privilégiés par un impérialisme dominant qui entend avant tout mettre de l'ordre dans le camp occidental et en tirer le maximum de profits économiques. Toutes choses qui n'ont pas empêché les Etats membres de l'OTAN d'approuver à l'unanimité le programme IDS, lors du sommet des ministres de la Défense, réunis à Luxembourg, le 26 mars dernier. C'est dans ce contexte qu'a vu le jour le projet Eurêka.

La militarisation à la française de l'espace

Réagissant au quart de tour, Mitterrand s'est adressé à son tour aux Etats membres de la CEE pour leur proposer ce qui appa-

rait comme la recherche d'une démarche commune face à l'offensive américaine. Le projet Eurêka de coopération technologique multilatérale affecterait les domaines suivants : les ordinateurs dits de la 5^e génération, la micro-électronique, les lasers à grande puissance et les faisceaux de particules. Officiellement, dans sa version grand public, ce projet est présenté sous le jour avenant d'une coopération technologique avec « de très nombreuses retombées dans tous les domaines civils », mais Roland Dumas ajoute : « Bien entendu, ce programme en aura aussi dans le domaine militaire. »

En fait, Paris développe une logique conforme à sa position de tout premier plan dans l'offensive de militarisation impérialiste : celle-ci ne vient-elle pas d'être confirmée par le record historique des commandes militaires à l'exportation enregistrées en 1984, pour un montant total de plus de 62 milliards de francs ? Le pro-

jet américain, tel qu'il est aujourd'hui proposé par Washington, menace directement les positions françaises, ce qui est moins net pour ses partenaires de la CEE. La bourgeoisie et le gouvernement allemands, les plus concernés après la France, sont d'évidence divisés sur la question. Et puis jusqu'alors la politique de coopération entre Européens dans le domaine militaire s'est soldée le plus souvent par des échecs cuisants comme celui récent de la construction de l'avion de combat de la fin du siècle. Les obstacles sont donc nombreux pour Eurêka, mais la volonté des gouvernements européens de se serrer les coudes dans la tourmente peut faire illusion pendant quelque temps. L'hypothèse cependant la plus probable demeure la recherche d'une participation européenne collective à l'IDS américain.

Jean-Louis Michel

Réponses à trois mensonges de Montand

La dissuasion a fonctionné à trois reprises face à des menaces nucléaires soviétiques, en 1948 lors de la crise de Berlin, en 1962 lors de la crise de Cuba, en 1973 lors de la guerre du Kippour ?

En 1948, les Soviétiques ne possédaient pas encore la bombe atomique ; on voit mal comment ils auraient pu envisager l'utilisation d'une arme qu'ils ne posséderont que deux ans plus tard.

En 1962, des missiles soviétiques ont été débarqués et commencés à être déployés à Cuba, puis retirés treize jours plus tard suite à la menace de Kennedy d'une attaque contre Cuba. Ce qui est indéniable, c'est que les stratèges du Pentagone ont sérieusement envisagé l'emploi de l'arme atomique contre la révolution cubaine.

En 1973, la conclusion même de la guerre, qui marque un retour de la suprématie nord-américaine dans la région et un affaiblissement du Kremlin, rend parfaitement caduque la thèse d'une menace nucléaire soviétique contre Israël.

Par contre, la Maison-Blanche, elle, a envisagé sérieusement l'emploi de l'arme atomique au moins à trois reprises, pendant la guerre de Corée, pendant la guerre du Vietnam, contre la révolution cubaine.

Le scénario d'une attaque massive et surprise de l'armée soviétique contre les pays ouest-européens est possible grâce à une écrasante supériorité militaire du Kremlin.

Les armées européennes alliées aux armées américaines comptent 2 176 000 hommes sur le territoire européen dans les armées de terre contre 2 617 000 dans celles du Pacte de Varsovie dont une partie est en Afghanistan, une autre sur la frontière chinoise.

Du point de vue stratégique, les centres vitaux de l'URSS sont à quelques minutes de portée de l'armement américain et cette dissymétrie s'est renforcée depuis le déploiement des Pershing.

Avec un tel rapport de forces, les dirigeants du Kremlin prendraient le risque suicidaire et fou de lancer des milliers de chars et d'avions, des centaines de milliers d'hommes sur le théâtre européen, ce qui est une première absurdité, et une fois sur place, la RFA, où sont concentrés plus d'un million d'hommes des armées US, britanniques et françaises, tomberait en quelques heures : cela devient de l'affabulation dans un délire anticomuniste !

L'Europe et la France doivent s'engager dans un système de défense spatiale.

qui ne coûte pas si cher que ça (200 francs par Européen).

Montand donne des chiffres : un Pluton coûte 2 francs par Français, une division blindée 90 francs par Français, un sous-marin nucléaire 400 francs par Français. Bref, la militarisation, ça ne coûte pas cher ! En fait il faudrait multiplier ces chiffres au moins par deux, car il ne s'agit pas uniquement d'acheter ces engins, mais de les entretenir et de les faire fonctionner (plus de 50 % des crédits de l'armée française sont en effet des crédits de fonctionnement). Selon lui, un système de défense spatiale européen ne coûterait que 200 francs par Européen. Les dirigeants des Etats-Unis (beaucoup plus sérieux que Montand) prévoient un coût de 500 milliards de dollars, la première tranche de recherche s'élevant à 26 milliards (soit un tiers du budget global français) : ces 260 milliards de francs répartis entre 200 millions d'Européens reviendraient à la bagatelle de 1 300 francs par Européen uniquement pour une première phase et ces 500 milliards de dollars globaux à 26 000 francs par Européen. Ces chiffres monstrueux montrent l'ampleur des mesures d'austérité que cela risque d'impliquer pour les travailleurs.

Bernard Clifden



CRECHES PARISIENNES

Non à la mensualisation !

Depuis le 1^{er} mars, les crèches parisiennes sont mensualisées. Cela signifie que les parents doivent payer dorénavant dix-neuf jours par mois pour leur enfant inscrit en crèche, que celui-ci ait été présent ou non, et cela onze mois sur douze. Les seuls cas d'exception à ce nouveau mode de paiement sont l'hospitalisation de l'enfant et l'absence pour maladie non payable au-delà du quinzième jour !

Ces mesures représentent un surcroît financier important pour une majorité de parents et une pression s'exerçant dans le sens d'une fréquentation plus assidue de la crèche. Puisqu'il faut payer de toute façon ! Les petites maladies sont les cas les plus fréquents chez les enfants en bas âge. Bien entendu, obligation sera faite aux crèches de prendre les enfants légèrement malades, ce qui ne se faisait pas jusque-là. Mais il n'est pas prévu d'augmentation du personnel pour répondre à ce nouveau besoin !

Quand on sait que les crèches parisiennes prennent déjà les enfants en surnombre, on voit tout de suite les problèmes qui vont se poser, tant du point de vue des personnels, que de celui du bien-être des enfants. D'autre part, nombreux sont les parents qui, par leur situation professionnelle, bénéficient de plus de congés ou ont la possibilité d'avoir recours à des solutions familiales ou autres, et de ce fait, n'utilisent pas la crèche « à plein ». Et bien, dorénavant, ils payeront quand même.

Cette mesure est due à la signature par le Conseil de Paris d'un contrat-crèche avec le ministère des Affaires sociales. Mis en place début 1983 sur proposition de Georgina Dufoix, ce système a pour objectif d'inciter les municipalités à développer les équipements existants pour la petite enfance.

Faute de faire le choix politique de s'attaquer directement à la situation catastrophique régnante, le gouvernement se déchargeait ainsi sur les collectivités locales et découvrait par la même occasion les « bienfaits » de la décentralisation. Le contrat-crèche prévoit pour chaque municipalité qui y souscrit une aide financière pendant cinq ans sous la forme de l'augmentation de la participation financière de la CAF aux frais de fonctionnement des places nouvellement créées.

Rappelons que le contrat ne stipule aucune obligation concernant la nature des places créées qui peuvent être des places en crèches collectives ou en crèches familiales — un système de nourrices, un peu amélioré. La seconde solution étant nettement moins coûteuse, on voit tout de suite dans quel sens se fait le choix. Par contre, le contrat-crèche contient l'obligation de la mensualisation : une manière de faire payer une partie de l'addition par les parents.

Pour les parents de la région parisienne, cette mesure vient s'ajouter à la récente augmentation des tarifs et à la suppression, pour les fonctionnaires de l'allocation pour frais de garde qu'ils percevaient jusque-là. C'est dire si la note devient salée, et l'utilisation de la crèche un véritable luxe alors qu'il devrait être un droit.



La municipalité de Paris applique, de plus, bien entendu la mensualisation dans un sens plus restrictif que partout ailleurs. Dans le 92 par exemple, où la mensualisation s'applique depuis un an déjà, les parents ne paient que les trois premiers jours d'absence pour maladie et non pas quinze. Les cinq semaines légales de congé

payés sont respectées, ce qui n'est pas le cas de la ville administrée par Chirac. Ici seulement quatre semaines appelées cyniquement « mois de gratuité » et qui font l'objet encore de restrictions supplémentaires « ce régime de gratuité (...) ne sera accordé pour une année donnée qu'aux parents dont les enfants fréquentent la crèche

depuis six mois au moins. » ! Comme dans le 92, les parents réagissent fortement à ces mesures et la lutte commence à s'organiser. A l'initiative de l'Association de défense des crèches collectives, une pétition circule et est signée massivement contre la mensualisation. Des réunions de parents se tiennent dans les crèches. Certains parents

décident d'ores et déjà de continuer à payer selon l'ancien système. Plusieurs délégations ont été organisées pour rencontrer la municipalité, le ministère des Affaires sociales. Un rassemblement le 27 mars devant le ministère a regroupé environ 200 personnes.

Sonia Folloni

Editorial des feuilles d'entreprises

Droit de vote pour les immigrés !

A la seule idée du droit de vote des immigrés, évoquée par François Mitterrand devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme, c'est le tollé à droite. Les Lecanuet, Toubon, Gaudin entonnent la même chanson que Le Pen : pas question, hurlent-ils, crispés sur la défense de la race blanche.

Se battre pour les droits civiques !

Quand on évoque la bataille des droits civiques, on pense à celle des Noirs américains, ou à celle de la population d'Afrique du Sud. Et pourtant, c'est aussi un combat bien de chez nous.

Car les travailleurs immigrés sont toujours considérés comme citoyens de seconde zone en France.

Dans l'entreprise, ils cotisent aux assurances sociales, et ont accès, depuis peu, aux élections professionnelles. Passé le mur de l'usine, s'ils sont assujettis à l'impôt national, ils n'ont pas voix au chapitre des élections politiques !

80 % d'entre eux sont dans le pays depuis plus de dix ans. Pour ceux-là, pas question de retour dans un pays d'origine.

Alors, n'ont-ils le droit que de se faire exploiter, et de se taire ?

Une mesure pratique contre le racisme

Comment ne pas voir que l'intégration des immigrés dans le système électoral serait une arme

dissuasive contre toutes les démagogies racistes. Les professionnels de la dénonciation des immigrés-fauteurs d'insécurité y regarderaient à deux fois, avant de faire de la haine raciale leur thème favori de campagne électorale. Car les principaux visés seraient dotés de leur carte d'électeur.

Oui, aujourd'hui, ce droit démocratique est bien une manière de lutter contre le racisme.

Que François Mitterrand passe aux actes.

Pour un travailleur, le seul vrai étranger à ses intérêts, c'est le patron !

Rien d'étonnant que la droite et les fascistes s'opposent à l'extension des droits civiques aux immigrés. Pour eux, et pour le patronat qu'ils représentent, il faut maintenir la division des travailleurs, entre Français et immigrés.

Et la division, c'est partout et toujours l'arme des patrons.

Car, pour masquer la faillite de leur système, les patrons ont intérêt à mettre en accusation les travailleurs étrangers qu'ils sont allés chercher eux-mêmes pour les surexploiter.

Mais qui a le pouvoir dans l'entreprise ? Qui licencie ? Sinon le patron...

Alors, tout pas en avant vers l'égalité des droits entre Français et immigrés est un pas en arrière du racisme.

Disons plus fort encore « Touche pas à mon pote ». Et que « mon pote » ait comme nous le droit de vote !



70 francs
En vente en librairie : réclamez-le !
Disponible dès maintenant à
la librairie La Brèche,
9, rue de Tunis, Paris XI^e. M^o Nation.
Commandes directes à PEC,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
(Ajouter 9,50 F frais de port)

NOUVELLE CALEDONIE

Le moment opportun

Doit-on le dire ? C'est le titre d'une pièce de Labiche à l'affiche d'un théâtre parisien. Cela semble s'appliquer aussi à la publication de la version définitive du plan Pisani. Mercredi 24 avril, une conférence de presse de Fabius et Pisani devait en révéler la teneur mais ce point ne devrait pas figurer à l'ordre du jour du Conseil des ministres. Alors ? Mitterrand, qui doit intervenir à TF1 le 28 avril, abordera probablement le sujet.

En fait, les grandes lignes du plan ne constituent pas une véritable inconnue. *Rouge*, dans son numéro en date du 19 avril, y faisait référence : la préférence gouvernementale va à une période probatoire au cours de laquelle Paris administrerait directement le territoire.

Ceci implique la dissolution de l'actuelle Assemblée territoriale. Une nouvelle assemblée serait élue dans le cours du trimestre suivant, après élection de quatre assemblées régionales, dont le découpage permettrait une représentation majoritaire des Kanaks.

Le Figaro, qui nous a habitués à un ton moins conciliant, parle d'« un système inspiré du statut de 1948 et du contre-projet de Dick Ukeiwé ». Les états-majors de l'opposition savent qu'il n'y aura pas de compromis sans leur accord, mais ils savent aussi qu'en cas de victoire aux élections de 1986 ils se retrouveront avec le bébé sur les bras.

La vraie question qui reste posée n'est pas celle de savoir si l'indépendance doit se faire en douceur. Il s'agit de savoir si le gouvernement va tenter de régler le dossier avant les législatives de l'an prochain ou si le scrutin d'autodétermination n'aura plus pour fonction que d'avaliser *a posteriori* la solution retenue, en espérant aboutir d'ici là à un consensus. Il n'aurait lieu dans ce cas qu'en 1988.

Devant ces reculades perpétuelles, Jean-Marie Tjibaou n'a pas caché son mécontentement. Des municipales à la réforme du mode de scrutin, tout a été prétexte à repousser un règlement.

Par contre, l'annonce des projets d'extension et modernisation des installations militaires françaises en Nouvelle-Calédonie a été suivie du départ pour Nouméa du sous-marin nucléaire le *Rubis* et de l'envol pour la même destination du général Jeannou Lacaze, qui a trempé dans toutes les interventions de l'impérialisme français, de l'Indochine au Tchad, avant de devenir chef d'état-major des armées.

Le gouvernement veut parvenir à un accord politique, mais ses projets néo-coloniaux n'apporteront aucune solution satisfaisante à des questions brûlantes comme celle de la terre.

Jean-Jacques Laredo

Le 20 avril a vu se dérouler, notamment aux Etats-Unis, des manifestations contre la politique de Reagan en Amérique centrale. Des dizaines de milliers de personnes se sont associées à ces initiatives auxquelles ont pris part de nombreux syndicats. Nous y reviendrons la semaine prochaine.



PEROU

L'ambiguïté d'un gagnant

Les résultats du premier tour des élections générales au Pérou témoignent à la fois de la volonté massive de la population d'en finir avec le gouvernement de Fernando Belaunde Terry, et de l'absence d'une alternative populaire crédible.

L'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) a d'ores et déjà, avec 48 % des suffrages, remporté la victoire qui était prévue depuis sa percée aux élections municipales de 1983. La Gauche unie (IU) (1) a obtenu, avec 22 % des voix, un résultat inférieur à ce que sa croissance et ses résultats de 1983 (28,9 % des suffrages) pouvaient laisser espérer. Enfin, les formations conservatrices ont été laminées, et particulièrement le parti au pouvoir, l'Action populaire (AP), avec un résultat d'environ 3 %. Dernière leçon de ce scrutin : une abstention très faible (8 %), qui est un échec pour le boycott annoncé par Sentier Lumineux — même s'il faut faire la part de la pression exercée par la militarisation dans certains départements.

Un rejet massif du gouvernement

Comme cela s'est produit dans d'autres pays du continent (Argentine, Uruguay, Brésil), la population a voté pour exprimer massivement son rejet du gouvernement en place et de sa politique antipopulaire et désastreuse. Le gouvernement mené par l'Action populaire a tout

d'abord payé le prix de sa politique économique ultra-libérale. L'ouverture des frontières aux importations et aux capitaux nord-américains a entraîné la fermeture ou la paralysie de nombreuses entreprises nationales. Les licenciements massifs (12 % de la population active est au chômage et 58 % est sous-employée), et l'augmentation des importations, accélérant la spirale de l'endettement ont été le double effet de cette politique. Avec une inflation qui menace d'avoisiner les 200 % pour l'année en cours, les classes populaires ont vu baisser dramatiquement leur pouvoir d'achat, s'entassent dans les bidonvilles (deux millions et demi d'habitants à Lima) et n'ont souvent plus que les ressources de l'« économie informelle » pour tenter de survivre.

L'autre volet du bilan du gouvernement sortant, c'est la terreur armée. Le développement de Sentier lumineux a servi là d'occasion, souvent de prétexte. L'armée a eu tous les pouvoirs, dans les Andes, pour perpétrer massacres de paysans et disparitions. A partir de janvier 1984, elle a commencé à organiser la population en milices d'autodéfense, qui semblent laisser présager la

mise en place de hameaux stratégiques, élément indispensable de toute politique de terreur contre-insurrectionnelle.

Le look social-démocrate de l'APRA

Mais pourquoi ce refus généralisé a-t-il surtout profité à l'APRA, et assez peu à la Gauche unie ? Certaines raisons tiennent tout d'abord à la nature particulière de l'APRA, qui présente la curieuse caractéristique d'avoir occupé, depuis soixante ans, la place d'un parti populiste sur la scène politique du Pérou, sans être jamais passé par le pouvoir et donc sans s'être sali les mains. Son dirigeant historique, Haya de la Torre, mort en 1979, a été écarté plusieurs fois de la présidence de la République, en particulier par l'armée.

Une partie du programme populiste originel de l'APRA (réforme agraire partielle, cogestion et corporatisme dans les entreprises, et une certaine modernisation capitaliste du pays) a en fait été appliquée, de 1968 à 1975, par le gouvernement militaire de Velasco Alvarado. Entre temps, l'APRA est passé d'un discours démagogique et anti-impérialiste, à des positions conservatrices et pro-américaines, qui lui ont fait perdre beaucoup de son crédit dans la population.

Le renouveau de ce vieux parti est dû à l'habillage social-démocrate qu'a su lui donner son dirigeant actuel, Alan Garcia. Réalisant un équilibre entre les tendances les plus réactionnaires et

celles qui étaient prêtes à une alliance éventuelle avec la Gauche unie, il a su, par le flou de son programme trouver une base dans la petite bourgeoisie, et séduire une partie du patronat, dégoûté par la gestion du gouvernement d'Action populaire.

Le manque de perspective

Un phénomène de vote utile a donc certainement joué en défaveur de la Gauche unie. Mais ce qui l'a empêchée de capitaliser la majorité des votes populaires, c'est aussi bien l'absence de stratégie claire de sortie de la crise, que la dispersion des luttes populaires.

En effet, sur certains points (politique économique, attitude face à l'armée), son programme est resté fort vague et insuffisamment démarqué de celui de l'APRA. Ensuite, si la Gauche unie dispose d'une bonne implantation dans les syndicats, dans les organisations populaires des bidonvilles, et si la campagne électorale a connu un certain renouveau des luttes avec des grèves sectorielles, en particulier dans le secteur public, celles-ci ne sont pas parvenues à une centralisation et à une perspective politique claire.

C'est ce qui manque pour créer un rapport de forces plus favorable, face à la continuité probable de la politique gouvernementale, qui, en particulier, entend laisser les mains libres à l'armée...

Sophie Joanny

MARC CHAGALL

Une vie hors du temps

Il a manqué deux ans à Chagall pour mourir centenaire. Et il aurait bien mérité cela, lui qui vivait hors du temps, suspendu entre le village russe disparu et l'utopie d'un monde de fleurs et d'amour échappé à l'attraction.

Avec Chagall disparaît le dernier de ces peintres stupéfiants qui, dans les dix premières années du siècle, ont procédé à la prodigieuse naissance en forme d'explosion de l'art moderne. Car ce fut bien un phénomène étonnant que l'apparition simultanée, dans tout le monde européen, de tous les courants qui allaient être ceux du siècle. Tous, sauf le surréalisme, sinon par des précurseurs, donc Marc Chagall, l'un des plus curieux et des plus attendus, mais reconnu en ce qu'il était peintre-poète et peintre du rêve.

De Vitevsk à Paris

Né en 1887 à Vitevsk, pas très loin de Smolensk, Chagall a dix-neuf ans quand, en 1906, il devient peintre. Lucien Goldmann, qui lui a consacré peut-être la plus pertinente et fine analyse (recueillie dans ses *Structures mentales et création culturelle*), fait remarquer quelle heureuse conjonction ce fut pour ce jeune juif hassidique d'une petite ville encore à demi-rurale, de découvrir sa vocation au lendemain de la révolution de 1905 qui avait profondément ébranlé toute la société russe. En effet, jusqu'alors, la peinture n'était pas un art juif (peut-être conséquence de l'interdit de figuration de Dieu). Chagall entra donc en peinture dans une situation d'une originalité absolue et, d'emblée, il trouva dans cette exception la capacité d'un style et de thèmes absolument neufs, ce qui n'empêche pas, mais au contraire souligne sa hardiesse et sa force de caractère. Ce style et ces thèmes varieront peu tout au long de sa vie.

Rompant ainsi, mais seulement par son art, avec sa culture et son milieu, il va le regarder de l'extérieur, attitude toujours précieuse pour un artiste.

Son monde est alors celui, double, de la petite ville où paysans et juifs forment deux communautés complémentaires et fermées l'une à l'autre, de mœurs totalement différentes. Chagall peint cette différence, exprimée par l'opposition de la chambre et du village.

Chagall lui-même est, dans ses tableaux, incarné dans le personnage du Juste (juif) méprisé : violoniste ambulante ou porteur d'eau, qui regarde le monde du dehors, par la fenêtre fermée. Avec un humour tendre, son extériorité s'exprime aussi en mêlant mysticisme, folklore, cocasserie et amour de la vie.

Cette vision poétique complexe de son monde, elle va prendre sa forme la plus haute avec son arrivée à Paris, après un passage à Saint-Petersbourg où il a découvert les nouvelles tendances de l'art moderne en 1909.

De Paris à la révolution d'Octobre

Chagall arrive à Paris en 1910, l'année miracle. Et immédiatement il trouve sa place dans l'école (cosmopolite) de Paris. Paris, c'est pour lui « l'étonnante lumière-liberté » (en Russie, c'est la « réaction Stolypine »). Il rencontre là l'autre Russe unique, Soutine, et Modigliani, et Lipchitz, et Léger, et Robert Delaunay. Et des poètes aussi : Cendrars, Apollinaire, le découvreur de peintres qui voit immédiatement en lui le poète-peintre, et définit son art : *sur-naturel*. Breton aussi le connaîtra alors, qui saura, comme toujours, voir ce qu'il est et dire le mot juste : « Chagall aura contribué à la fusion de la poésie et des arts plastiques. La métaphore, avec lui seul, marque son entrée triomphale dans la peinture moderne. »

Les historiens français de l'art, toujours si

acharnés à tout faire partir du cubisme, soulignent que Chagall lui a emprunté sa décomposition du champ figuratif. Et, certes, tous les courants alors se côtoyant s'influençaient. Mais l'important est que Chagall est aux antipodes du cubisme. Ce que lui apporte Paris, c'est la révélation de la couleur. Ses couleurs deviennent magnifiques et portent au sommet le fantastique de son folklore quotidien, son panthéisme fusionnant animaux, hommes et choses. Les tableaux qu'il peint entre 1911 et 1913 sont peut-être ses plus beaux, tels *les Marchands de bestiaux* (avec le poulain dans le ventre de la jument), où jouent les hardies symphonies de ses violets et de ses verts.

En 1914, il passe et expose à Berlin, comète posant son influence sur l'expressionnisme. Mais c'est la guerre ! Il rentre en Russie ; y rencontre et épouse Bella Rosenfeld, la compagne adorée de tout son âge mûr qui lui inspire ses multiples couples d'amoureux. Il ne peint pas la guerre, mais seulement la maladie du monde juif rural, sa décomposition et sa mort. Avant que sa vision du monde ait eu le temps de changer, c'est la révolution.

1917, en même temps que la victoire du prolétariat, c'est la victoire de l'art moderne, son second souffle. Hélas ! pas pour longtemps. Chagall est commissaire aux Beaux-Arts. Et il appelle auprès de lui Lissitzky et Malevitch, c'est-à-dire des artistes aux tempéraments les plus dissemblables du sien.

Chagall n'est évidemment pas fait pour être un dirigeant d'académie, même révolutionnaire, et encore moins pour participer à des luttes de tendance, même esthétiques. Quand Malevitch fonde le suprématisme, cette révolution archi-citadine de l'abstraction géométrique, Chagall démissionne et va à Moscou peindre pour les murs du théâtre juif (des œuvres enfouies maintenant dans les caves du théâtre Trétiakov).

Il peint en particulier Lénine en équilibriste, sur une main, au bord d'une table, tête en bas. Regard encore en extériorité, plein d'humour et de scepticisme sur la révolution. Il est, il restera toujours un inadapté.

D'une après-guerre à l'autre

En 1922, il est de retour à Berlin, et en 1923 à Paris. Il a écrit son autobiographie en 1921 ; il devient illustrateur : *les Ames mortes*, *La Fontaine* et *la Bible* pour laquelle il va en Palestine. Il expose en 1926 à New York, il va en Hollande, en Espagne. Il est plus que jamais un isolé dans l'Ecole de Paris. Entre les deux guerres, tous les courants sont profondément citadins sauf le sien, bien qu'il intègre la tour Eiffel à sa danse des choses. Lui est « hors société occidentale ». Comme Goldmann le montre, il est un peintre de la qualité et non de la quantité, de vocation et non de métier, de l'œuvre et non de la marchandise ; contre le monde matériel opaque, il est le peintre du rêve et de la vie contre la réification.

Vient le temps des approches d'une nouvelle guerre et de l'antisémitisme. Cette fois, il est atteint au plus profond de sa chair. Son angoisse s'exprime dans des *Crucifixions* où Jésus est surtout un juif crucifié.

Il doit fuir aux Etats-Unis en 1941. Depuis 1937, il est naturalisé français, et rentre en France dès la Libération. Maintenant, gloire reconnue, il peut se livrer à une activité débordante : céramique, sculpture, vitraux (cathédrale de Reims et de Metz, synagogue d'Hadassah à Jérusalem), et Mal-



raux lui fait peindre le plafond de l'Opéra de Paris.

Quoique à cette heure il soit sacrilège d'émettre des réserves sur l'œuvre de Chagall, osons dire que si le coloriste est resté prodigieux (trionphant dans les vitraux), avec le temps ses thèmes se sont alanguis et quelque peu vidés. Comme beaucoup d'autres déracinés, Chagall a souffert de l'arrachement et de la transplantation. La première partie de son œuvre dépasse de beaucoup la seconde.

Mais on s'en veut presque d'être sévères

avec un grand artiste qui était à la fois modeste et ironique avec lui-même, et qui disait des mots si beaux, comme par exemple : « Dans la vie et dans l'art, tout peut être changé si nous prononçons sans honte le mot amour... C'est en lui que réside l'art véritable. » Ou : « Si j'ai fait des tableaux, c'est parce que je me souviens de ma mère, de ses seins qui m'ont si chaudement nourri et exalté, et je suis prêt à me pendre à la Lune. »

Michel Lequenne



Mitterrand militarise la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a annoncé son projet de moderniser et d'étendre les installations militaires françaises en Nouvelle-Calédonie. Cette mesure, qui prend les caldoches dans le sens du poil, si elle entre en vigueur, est tout à fait décisive non seulement pour les négociations actuelles mais aussi pour la souveraineté d'un futur Etat indépendant.

La crise calédonienne a permis à tous les défenseurs du « monde libre » d'évoquer les appétits soviétiques ou libyens dans le Pacifique-Sud. Au moment de l'occupation de Thio par Eloi Machoro et ses camarades, la droite avait même évoqué un plan du FLNKS prévoyant de faire débarquer des Papous sur la côte est !

Ce n'est pourtant pas de cela qu'il s'agit quand se discute le maintien des soldats français en Nouvelle-Calédonie car personne ne croit à un ennemi extérieur. Et même s'il en était ainsi, encore faut-il rappeler que c'est aux Kanaks et non aux Français de trancher sur leur système de défense.

Le journal de droite *Valeurs actuelles*, qui fait sa une sur cette question, explique très logiquement que l'enjeu est « d'assurer la défense intérieure de l'île, notamment celle des ressortissants français (quel que soit le statut du territoire), et de renforcer la base de Nouméa, à des fins stratégiques ». Dans le cas où le principe de l'Etat associé serait appliqué, la France veut se donner les moyens d'éviter les troubles que provoqueraient inévitable-

ment les contradictions sociales que le néo-colonialisme ne peut résoudre. On peut par exemple comprendre que le maintien d'une partie, même relative, des grandes propriétés caldoches poussera certains Kanaks à reprendre les actions de contestation sur le terrain. Dans ce cas comme dans bien d'autres, l'armée française, évidemment au nom de l'interposition — comme au Tchad —, agira pour le rétablissement de la paix civile et pour « protéger nos ressortissants ».

La défense des routes maritimes

L'impérialisme français veut d'abord garantir ses propres routes maritimes dans le Pacifique-Sud. La région est devenue importante, par exemple pour la pêche française, notamment autour de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comme l'affirmait récemment la revue *Armée aujourd'hui* : « Géographiquement limité, ce territoire occupe une position privilégiée de contrôle des couloirs de circulation aériens et maritimes. »

Il y a, d'autre part, la protection du centre d'essais nucléaires de Polynésie française qui, comme le dit le général Lacaze, est « absolument essentiel au maintien de notre niveau technologique et, partant, à la cohérence de notre dispositif de défense ».

Les conséquences économiques et sociales

La présence militaire impérialiste dans un pays a de multiples conséquences. L'entretien de plusieurs milliers d'hommes, avec leur famille, disposant de revenus relativement élevés, introduit de forts déséquilibres dans les économies indigènes. La masse monétaire en circulation, artificiellement gonflée, représente une poussée inflationniste permanente. Les militaires, comme toute autre communauté étrangère favorisée, modifient très sensiblement le type de consommation locale et amènent le développement de services qui, sans cela, seraient inutiles au pays. Enfin, leur mode de vie, dans de petits pays comme ceux du Pacifique, aggravent les atteintes à l'environnement écologique.

Ces milliers de gens dont l'activité est par définition improductive, mais dont les revenus sont élevés, limitent tous les espoirs d'une économie qui veuille remettre en question les règles du sous-développement et du colonialisme.

Le gouvernement peut sans doute faire miroiter quelques centaines d'emplois pour des Kanaks dans les services de la base. Il n'en reste pas moins que ces emplois seront, eux aussi, improductifs. Servir au mess des officiers ne constitue guère une activité constructive pour la Kanaky de demain.

Enfin — et on a presque envie de dire surtout — la présence militaire développe la prostitution comme une gangrène. C'est d'ores et déjà le cas avec la présence des gardes mobiles et ce sera bien plus grave avec une base permanente. Nouméa et sa banlieue pourraient ressembler à ces villes africaines, comme Dakar ou Djibouti, où des milliers de jeunes femmes se prostituent : compte tenu de l'écart des revenus, la « demande » crée l'« offre ».

La mise en place d'une base forte de trois mille hommes, soit l'équivalent de celle de Djibouti, et disposant d'un sous-marin nucléaire en Nouvelle-Calédonie serait contra-



Photo du haut : Jean-Marie Tjibaou en tête de la manifestation, devant un cortège de plusieurs centaines de militants kanaks.

Près de six mille personnes ont répondu à l'appel de l'Association information et droit du peuple kanak. Partie de Denfert-Rochereau, la manifestation a traversé Paris pour se terminer place de la République, avec des interventions de Jean Chesneau pour l'association, Louis Mapou pour le FLNKS de France et Jean-Marie Tjibaou. On notera l'absence de tous les grands partis de gauche et des syndicats qui préfèrent limiter leur solidarité aux discours et n'ont pas jugé bon de descendre dans la rue, à l'exception de l'URP-CFDT. Ci-dessus le cortège de la LCR qui précédait le cortège de LO.

ditioire avec l'attente du Forum des Etats du Pacifique qui s'est prononcé pour la dénucléarisation de la région. Les Kanaks ont toujours insisté sur l'importance qu'ils comptaient accorder aux autres pays de Mélanésie. Une base impérialiste à Nouméa ne serait pas faite pour favoriser les rapprochements entre peuples mélanésiens et risquerait au contraire de projeter cette région au cœur de conflits internationaux qui ne la concernent pas. Il y a donc une opposition directe entre base française et fédération des Etats de Mélanésie.

Un danger pour toute la région

Le gouvernement français qui agit en défenseur des intérêts supérieurs de l'Etat tente de faire passer la pilule avec le reste des négociations sur l'indépendance. Il faut pour-

tant rappeler qu'une base stratégique est faite pour durer. Elle a des conséquences sur le type d'armée nationale que construirait l'Etat kanak et l'on sait à la lumière de l'histoire africaine que ce sont des armées réactionnaires et putschistes que forment les militaires français. Une base peut aussi changer de fonction ou d'effectifs sans que le gouvernement local n'ait son mot à dire. C'est ce qui s'est passé avec la base américaine de Guantanamo à Cuba. Reagan l'a renforcée et modernisée et elle constitue l'un des maillons des grandes manœuvres orchestrées par Washington dans les Caraïbes.

A la lumière de tous ces éléments, il ne fait aucun doute que cette question jouera désormais un rôle fondamental dans la préparation d'une solution néo-coloniale éventuelle en Nouvelle-Calédonie.

Claude Gabriel

Dans toute la presse quotidienne, un seul journal a trouvé le moyen de ne pas dire un mot de la manifestation : *l'Humanité*. Sectarisme et désinformation ne sont certainement pas des moyens pour aider la lutte du peuple kanak. Mentionnons enfin l'attitude du PCI, la seule organisation d'extrême gauche totalement absente de la manifestation. Pas une ligne dans son journal *Informations ouvrières* ! Peut-être est-ce lié à l'attitude de Bergeron qui fut le seul dirigeant syndical à refuser de recevoir Jean-Marie Tjibaou lors de sa première visite à Paris ?

Nouméa, terre kanake

Ce sont près de cinq mille personnes qui se sont rassemblées place des Cocotiers à Nouméa dans la matinée du 20 avril. Mais contrairement à la plupart des manifestations qu'a connues la ville, cette fois-ci les manifestants étaient venus pour affirmer que Nouméa est une terre kanake et non la terre des caldoches, qui y sont majoritaires. C'est donc un succès pour la journée de mobilisation du FLNKS, qui avait choisi la forme d'une fête avec repas plutôt qu'un simple défilé.

De leur côté, les fachos tenaient au même moment une manifestation. Convoquée par le Rassemblement dans la case de la paix, elle n'a même pas regroupé deux mille personnes : un bide, malgré la présence active du maire de Nouméa, Roger Laroque. Le RPCR a ainsi cautionné l'initiative du RCP lancé par François Néoéré, membre du Front national, mais malgré leurs gros bras, ni l'un ni l'autre n'ont pu empêcher le succès de la journée organisée par le peuple kanak sur sa propre terre.

J.-J. L.